

Panorama de presse – Janvier 2016

Émetteur : IRFSS IDF – Centre de documentation - Paris ☐ 9/02/2016

<http://irfss-idf.croix-rouge.fr>

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES	2
ALTERNATIVES ECONOMIQUES	5
ASP LIAISONS	6
BULLETIN EPIDEMIOLOGIQUE HEBDOMADAIRE [EN LIGNE]	6
CAHIERS DE LA PUERICULTRICE.....	7
DH MAGAZINE	10
DIRECTION(S).....	11
DOSSIERS SOLIDARITE ET SANTE [EN LIGNE]	13
EDUCATION PERMANENTE.....	14
ETUDES ET RESULTATS [EN LIGNE]	14
JURISASSOCIATIONS.....	15
L'AIDE-SOIGNANTE.....	15
LA GAZETTE SANTE SOCIAL	17
LE JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE.....	18
LIEN SOCIAL.....	19
METIERS DE LA PETITE ENFANCE	21
RESEAUX SANTE & TERRITOIRE	25
SANTE & TRAVAIL.....	26
SANTE PUBLIQUE	27
SCIENCE & SANTE	30
SEVE-LES TRIBUNES DE LA SANTE	30
SOINS PEDIATRIE/PUERICULTURE	31
SOINS PSYCHIATRIE.....	32
SPIRALE	34
TRAVAIL & CHANGEMENT [EN LIGNE]	34



ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES

- La réforme du droit d'asile (suite)

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2937, 11/12/2015, pp.47-60. -

Troisième partie de notre dossier sur la loi du 29 juillet 2015, consacrée à la procédure d'examen de la demande d'asile. Zoom sur la réforme touchant les instances chargées de cet examen et les nouveautés procédurales. D'après le résumé de la revue.

VACHON JEROME;LARDEUX LAURENT - "Les candidats ont tendance à délaisser l'électorat jeune"

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2937, 11/12/2015, pp.32-33. -

Scrutin après scrutin, les jeunes semblent se détourner des urnes. Plus élevée que dans le reste de la population, cette abstention électorale témoigne-t-elle d'un véritable désintérêt pour la politique ? Tel n'est pas le point de vue du sociologue Laurent Lardeux, qui a réalisé une étude sur ce sujet pour l'INJEP dans laquelle il propose une lecture plus nuancée des chiffres électoraux. D'après le résumé de la revue.

RAYNAL FLORENCE - Vieillir avec le VIH, un avenir à construire

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2937, 11/12/2015, pp.28-31. -

Grâce aux traitements, près de 35 ans après les débuts d l'épidémie de VIH-sida, l'espérance de vie des personnes séropositives se rapproche de celle de la population. Cependant, vieillissement précoce, précarité, solitude, stigmatisation persistante... viennent souvent voler la pleine jouissance des années de vie gagnées. Face à ces spécificités, il existe peu de réponses adaptées. D'après le résumé de la revue.

SIMONOT ANNE;VINCENT SANDRINE - Le ministre de la Santé dévoile le plan 2016-2018 pour le développement des soins palliatifs

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2937, 11/12/2015, pp.9-10. -

"Près de 225 000 personnes décèdent chaque année en France dans des conditions requérant des soins palliatifs, mais toutes n'y ont pas eu accès avant leur mort" et "l'accès aux soins palliatifs reste extrêmement disparate sur le territoire". Tel est le constat qu'a dressé la ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine, en présentant, le 3 décembre le plan 2016-2018 pour le développement des soins palliatifs et l'accompagnement en fin de vie. D'après la présentation de la revue.

- Ségolène Neuville présente les grandes lignes de la refondation du CSTS

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2937, 11/12/2015, pp.5-6. -

Lors de la dernière séance plénière de la septième mandature du Conseil supérieur du travail social (CSTS) la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion a, le 9 décembre, présenté les grandes caractéristiques du futur Conseil interministériel du travail social (CITS), qui prendra bientôt le relais du CSTS. Une évolution inscrite dans le plan d'action interministériel en faveur du travail social et du développement social, présenté en octobre dernier. D'après la présentation de la revue.

AJART MARC - Alternance : trop de stages tuent les stages !

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2937, 11/12/2015, pp.34-35. -

Alors que le "plan d'action interministériel sur le travail social et le développement social" invite à réfléchir à une nouvelle organisation des stages, Marc Ajart, directeur d'un centre de formation, appelle à raccourcir leur durée afin de lever la pression sur la demande. Une proposition radicale qui vise, selon son auteur, à "sauvegarder l'alternance intégrative". D'après le résumé de la revue;

- La loi "vieillesse" définitivement adoptée

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2938, 18/12/2015, pp.42-45. -

Réforme de l'APA, refondation de l'aide à domicile (création d'un régime unique d'autorisation...), expérimentation de Spasad "intégrés", mesures de soutien aux aidants... Telles sont quelques unes des mesures phares de ce texte dont la gestation a duré plusieurs années. D'après le résumé de la revue.

GIRARD THOMAS;VARNOUX AURELIEN;LAVOYER FLORIAN - Jeunes suivis par la PJJ : quand les champs éducatif et sanitaire coopèrent

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2938, 18/12/2015, pp.36-37. -

A Paris, l'unité Guy-Môquet de l'Hôtel-Dieu et les professionnels de la protection judiciaire de la jeunesse

(PJJ) collaborent étroitement pour favoriser l'accès aux soins des jeunes en danger ou délinquants. Un partenariat qui participe à la promotion de la santé de ces publics, expliquent Thomas Girard, praticien hospitalier et responsable médical de l'unité Guy-Môquet, avec Aurélien Varnoux, psychiatre de l'enfant et de l'adolescent, et Florian Lavoyer, tous deux conseillers techniques à la direction interrégionale de la PJJ d'Ile-de-France-ouest. D'après le résumé de la revue.

VACHON JEROME;FEO AGNES DE - "Le voile intégral est une façon d'attirer le regard, quitte à choquer"

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2938, 18/12/2015, pp.34-35. -

Le port du voile intégral dans l'espace public est interdit en France depuis la loi du 11 octobre 2010. Quel est le bilan de ce texte à l'époque très médiatisé ? Pour la sociologue Agnès De Féo, qui enquête depuis huit ans sur ce sujet, le remède a été pire que le mal. D'autant que, ces femmes sont davantage dans une quête identitaire que dans une réelle démarche religieuse. D'après le résumé de la revue.

SEDRATI-DINET CAROLINE - La santé au service de l'action éducative

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2938, 18/12/2015, pp.30-33. -

Améliorer la santé des jeunes pris en charge constitue un facteur de réussite des mesures éducatives : tel est le postulat de la démarche sur la promotion de la santé qu'a lancée en 2013 la protection judiciaire de la jeunesse. Si les directions interrégionales et territoriales se sont plutôt bien appropriées la démarche, les unités éducatives se mobilisent encore difficilement. D'après le résumé de la revue.

- Le CSTS réaffirme les principes fondamentaux de la laïcité appliquée au travail social

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2938, 18/12/2015, pp.11-12. -

"Au cœur de l'actualité, le travail social n'échappe pas aux questions qui secouent l'opinion", estime le Conseil supérieur du travail social (CSTS) dans un avis adopté le 9 décembre, lors de la dernière réunion de sa mandature, à l'issue d'une réflexion lancée en juin dernier à l'initiative de sa commission "éthique et déontologie". Intitulé "La laïcité, un principe fondamental du travail social", cet avis a pour ambition d'exposer "en quoi les fondamentaux de la laïcité s'appliquent dans [la] pratique du travail social", en fournissant "des données claires et des conseils pour une appropriation de ce thème", sans traiter de situation particulière "ni du processus de radicalisation". D'après la présentation de la revue.

SONGORO OLIVIER - La réforme du droit d'asile (suite et fin)

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2938, 18/12/2016, pp.55-65. -

Dernier volet de notre dossier sur la loi "asile", consacré à la protection internationale. Motif d'octroi ou de cessation, droits afférents au statut de réfugié ou de bénéficiaire de la protection subsidiaire : de nouvelles règles ont été posées. Coup de projecteur également sur les apatrides, dont le statut est désormais reconnu par le législateur. D'après le résumé de la revue.

VACHON JEROME;LE GOAZIOU VERONIQUE - "La prévention spécialisée a sa place dans les politiques de sécurité"

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2940, 01/01/2016, pp.24-25. -

Un an après avoir remis un rapport sur les liens entre prévention spécialisée et prévention de la délinquance, la sociologue Véronique Le Goaziou tire à nouveau le signal d'alarme dans un ouvrage nourri de nombreuses rencontres de terrain. La prévention spécialisée, affirme-t-elle, doit sortir de son isolement et revenir vers un travail éducatif communautaire. D'après le résumé de la revue.

DESCAMPS ELISE - Quand les artistes et les travailleurs sociaux coopèrent

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2940, 01/01/2016, pp.20-23. -

Des plasticiens, des sculpteurs, des comédiens aident les publics en difficulté à réaliser des œuvres artistiques avec l'appui des intervenants sociaux. Une ouverture non seulement pour les personnes accompagnées, qui découvrent leurs capacités créatives et rencontrent des personnalités atypiques, mais aussi pour leurs accompagnants, amenés à sortir des sentiers battus de la relation d'aide habituelle. D'après le résumé de la revue.

- Les prestations familiales : régime au 1er janvier

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2940, 01/01/2016, pp.39-45. -

Les plafonds de ressources à ne pas dépasser pour l'octroi des prestations familiales sont revalorisés de

0,4 % au 1er janvier. Quant à leurs montants, ils sont inchangés jusqu'au 31 mars prochain. D'après le résumé de la revue.

LE BRIS MARYANNICK - Valoriser la recherche des établissements de formation : première initiative de l'Unaforis

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2939, 25/12/2015, pp.11. -

L'Union nationale des acteurs de formation et de recherche en intervention sociale (Unaforis), qui a consacré deux journées à la présentation de travaux, se penche aussi sur les perspectives de structuration du champ de la recherche en travail social. D'après le résumé de la revue.

TAMERLO FLORENCE - La prestation partagée d'éducation pour l'enfant

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2939, 25/12/2015, pp.43-51. -

Zoom sur cette prestation qui a remplacé le complément de libre choix d'activité depuis le 1er janvier 2015 et doit favoriser le partage du congé parental entre les parents. L'objectif du gouvernement : inciter 100 000 pères à y recourir d'ici à 2017 et accroître le niveau d'emploi des femmes. D'après le résumé de la revue.

- La prime d'activité entre en vigueur le 1er janvier

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2939, 25/12/2015, pp.32-33. -

Instituée par la loi du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi, la prime d'activité va pouvoir entrer en vigueur, comme prévue, au 1er janvier 2016. Deux décrets précisant les conditions d'éligibilité, de calcul et de versement de cette nouvelle prestation sont en effet parus au Journal officiel. Rappelons que la prime d'activité va remplacer le volet "activité" du revenu de solidarité active (RSA) et la prime pour l'emploi. Son objectif est d'inciter à l'exercice ou à la reprise d'une activité professionnelle, en complétant les ressources des travailleurs aux revenus modestes, qu'ils soient salariés ou non salariés. D'après la présentation de la revue.

PAGNEUX FLORENCE - Fêter Noël avec les personnes accompagnées dans les CHRS

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2939, 25/12/2015, pp.24-25. -

Les fêtes de Noël, associées aux cadeaux et aux réunions de famille dans l'imaginaire collectif, sont un moment délicat dans les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). Mais les associations s'organisent pour contrer la tentation du repli sur soi et proposer des temps de convivialité. D'après le résumé de la revue.

VACHON JEROME; DHERBECOURT CLEMENT - "Pour l'ascension sociale, l'accès à l'enseignement supérieur est déterminant"

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2939, 25/12/2015, pp.26-27. -

L'ascenseur social passe moins souvent pour les enfants d'ouvriers que pour ceux de cadres. Le constat est connu... On sait moins, en revanche, que la mobilité sociale est inégale aussi selon la région où l'on vit. De ce point de vue, mieux vaut grandir en Ile-de-France qu'en Picardie ou en Normandie, révèle l'étude réalisée pour France stratégie par l'économiste Clément Dherbécourt. D'après le résumé de la revue.

VACHON JEROME; LAVILLE JEAN-LOUIS - "Les associations disposent de moyens leur permettant de résister à l'uniformisation libérale"

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2941, 08/01/2016, pp.22-23. -

Depuis plusieurs années, le secteur associatif fait face à une uniformisation progressive de son action sous la pression de nouveaux dispositifs budgétaires et réglementaires. Pour le sociologue Jean-Louis Laville, qui a codirigé avec sa consœur Anne Salmon un vaste ouvrage sur le sujet, les associations doivent défendre leur projet. D'après le résumé de la revue.

SED RATI-DINET CAROLINE - Le pôle territorial de coopération économique, un outil à saisir ?

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2941, 08/01/2016, pp.18-21. -

Formaliser la coopération d'acteurs divers en vue du développement économique et social d'un territoire dans une démarche d'économie sociale et solidaire, tel est le pari des pôles territoriaux de coopération économique. Mais les acteurs du secteur social et médico-social, excepté les structures de l'insertion par l'activité économique, s'y investissent encore timidement. D'après le résumé de la revue.

LE BRIS MARYANNICK - Accueil au titre de l'amendement "Creton" : une hausse de 20 % en quatre ans

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2941, 08/01/2016, pp.10-11. -

Quel est le profil des jeunes relevant de l'amendement "Creton" à la loi du 13 janvier 1989, qui permet le maintien temporaire de jeunes adultes de plus de 20 ans en établissements pour enfants handicapés, dans l'attente d'une place dans une structure pour adultes ? La DREES (direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) s'est penchée sur le sujet, qui "dessine en creux les besoins" en termes d'accueil des personnes handicapées. Et renvoie aussi aux risques d'aggravation du manque de places dans les établissements pour enfants. D'après la présentation de l'article.

SIMONOT ANNE - L'ANESM propose des pistes pour favoriser les articulations... et pour prévenir les ruptures de parcours dans les CHRS

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2941, 08/01/2016, pp.5-6. -

Assurer le repérage et l'accompagnement au dépassement des situations de rupture dans les parcours des personnes accueillies au centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). Tel est l'objet des nouvelles recommandations de bonnes pratiques professionnelles que vient de publier l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux. (ANESM) www.anesm.sante.gouv.fr. D'après la présentation de la revue.

CHAUDIEU EMMANUELLE - L'ANESM propose des pistes pour favoriser les articulations entre les professionnels de l'ASE et de la PJJ...

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2941, 08/01/2016, pp.5. -

Afin "d'assurer une complémentarité des actions" des professionnels du champ de la protection de l'enfance et de la justice pénale des mineurs "dans le cas d'un double suivi ou de suivis successifs", l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM) vient de publier des recommandations de bonnes pratiques professionnels à l'intention des établissements et services sociaux et médico-sociaux qui accompagnent les mineurs dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance (ASE) et de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). D'après la présentation de l'article.

- Les charges sociales et fiscales sur salaires : plafond et taux au 1er janvier

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2941, 08/01/2016, pp.47-49. -

Au-delà de la revalorisation du plafond des cotisations sociales, l'entrée dans l'année 2016 est marquée notamment par l'augmentation de la cotisation patronale d'assurance maladie, une nouvelle hausse des cotisations "vieillesse" et l'extension de la cotisation "AGFF" à la tranche C des salaires des cadres. D'après le résumé de la revue.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES

- Quel monde en 2016

ALTERNATIVES ECONOMIQUES, n° HS n° 107, 01/2016, pp.3-113. -

Le système international est aujourd'hui marqué par un désordre profond. Le moment unipolaire des années 1990-2000, lorsque les Etats-Unis dominaient la scène internationale, a conduit à de coupables errements, comme la volonté démiurgique de remodeler le Moyen-Orient qui a énormément déstabilisé la région. Mais le moment apolaire contemporain est tout autant lourd de dangers, car il entretient une anarchie déstabilisatrice conduisant à des interventions tous azimuts, sans stratégie d'ensemble, comme on le voit en Syrie et au Yémen. Il serait grand temps d'organiser une multipolarité dynamique -incluant de grands Etats émergents-, tout en redonnant du souffle au multilatéralisme. Vaste programme, à l'évidence, qui ne verra pas le jour très vite. A cet égard, la nomination du prochain secrétaire général de l'ONU en 2017 sera une indication intéressante de la direction dans laquelle les puissances, grandes et moyennes, entendent conduire le monde : vers une coopération renforcée ou vers une concertation purement symbolique. D'après l'éditorial de la revue.

MARTINACHE IGOR - Stanley Milgram et la science de l'obéissance

ALTERNATIVES ECONOMIQUES, n° 353, 01/2016, pp.92-93. -

Les expériences menées par Stanley Milgram dans les années 1960 continuent de susciter de vifs débats. D'après le résumé de la revue.

FOULON SANDRINE - Mobilité géographique et emploi ne vont pas de pair

ALTERNATIVES ECONOMIQUES, n° 353, 01/2016, pp.83. -

La mobilité résidentielle n'est plus une solution pour trouver du travail, révèle une étude du Centre d'études de l'emploi. D'après le résumé de la revue.

MOLENAT XAVIER - La sociologie excuse-t-elle les terroristes ?

ALTERNATIVES ECONOMIQUES, n° 353, 01/2016, pp.81. -

La volonté d'explication sociologique des attentats serait, pour certains, une façon de dédouaner les responsables. Les sociologues s'en défendent. D'après le résumé de la revue.

MARTINACHE IGOR - Démocratie : la fin d'un cycle ?

ALTERNATIVES ECONOMIQUES, n° 353, 01/2016, pp.76-79. -

L'organisation politique actuelle avive la tension entre les deux logiques de la démocratie représentative : d'une part, la délégation du pouvoir à des représentants, et d'autre part, l'expression et l'égalité des citoyens. D'après le résumé de la revue.

MEYRAN REGIS - Comment devient-on jihadiste ?

ALTERNATIVES ECONOMIQUES, n° 353, 01/2016, pp.28-29. -

RENIER ROMAIN - 16 datas pour comprendre 2016

ALTERNATIVES ECONOMIQUES, n° 353, 01/2016, pp.10-18. -

L'année 2016 est lourde d'enjeux. Avec deux priorités : ne pas céder aux sirènes du tout sécuritaire et remettre en cause le statut quo sur l'austérité. D'après le résumé de la revue.

ASP LIAISONS

SAGNO VERONIQUE;PILON NICOLE;CHRETIEN JACQUES;MEUNIER SANDRA;BENAROCH RUTH;NATALI FRANCOIS - Plaisirs et soins palliatifs

ASP LIAISONS, n° 51, 12/2015, pp.4-21. -

Plaisirs et soins palliatifs : ce thème a été retenu pour la journée de formation qui s'est déroulé le 6 juin 2015 à Percy. En fin de vie, la notion de plaisir est peu évoquée, voire taboue, et pourtant ceux-ci ont toute leur place. Pour la personne malade, il s'agit de faire valoir et reconnaître ses choix et ses libertés dans l'univers parfois contraignant de l'institution. Pour tous, il existe des plaisirs possible : la musique, le rire, les soins du corps, la présence d'un animal de compagnie, le fait de pouvoir fumer ou de maintenir une vie affective, sexuelle. Le plaisir, c'est aussi un acte social. C'est aussi être en vie.

DESGORCES RICHARD - Dignité humaine et liberté individuelle des personnes en fin de vie

ASP LIAISONS, n° 51, 12/2015, pp.27-29. -

Le film "Quelques heures de printemps " réalisé en 2012 par le cinéaste Stéphane Brizé raconte l'histoire D'Alain (Vincent Lindon) qui, à sa sortie de prison, va habiter chez sa mère Yvette (Hélène Vincent) avec laquelle il entretient des relations conflictuelles. Yvette est atteinte d'un cancer du cerveau incurable et décide d'aller en Suisse où une association se propose de l'assister dans son suicide. La référence au long métrage de Stéphane Brizé est juste le point de départ, un prétexte à une confrontation des notions de liberté individuelle avec, en arrière-plan, la question délicate de la fin de vie.

HIRSCH EMMANUEL - La sédation profonde

ASP LIAISONS, n° 51, 12/2015, pp.30-32. -

Dans cet article Emmanuel Hirsch (professeur d'éthique médical Université Paris Sud) évoque la mise en place de la sédation profonde dans le cadre de la nouvelle loi relative aux droits des malades et à la fin de vie.

BULLETIN EPIDEMIOLOGIQUE HEBDOMADAIRE [EN LIGNE]

DELPierre CYRILLE;FANTIN ROMAIN;CHEHOUD HAITHEM;NICOULES VALERIE;BAYLE ANNETTE - Inégalités sociales d'accès aux soins et à la prévention en Midi-Pyrénées, France, 2012

BULLETIN EPIDEMIOLOGIQUE HEBDOMADAIRE [EN LIGNE], n° 1, 01/2016, pp.2-8. -

L'objectif de cet article est de décrire les inégalités sociales de recours aux soins et à la prévention en

région Midi-Pyrénées à partir des bases de données de l'Assurance maladie et d'un indicateur écologique de défavorisation. Une diminution régulière de la consommation de soins - consultation d'un médecin généraliste ou d'un gynécologue au moins une fois dans l'année, soins dentaires conservateurs, remboursement de frais d'optique et recours à la mammographie et au frottis - a été observée avec l'augmentation de la défavorisation. Ce gradient social était inversé pour la consommation d'anxiolytiques et l'extraction dentaire. Aucun gradient social n'apparaissait dans la population des diabétiques traités, des différences sociales n'étant observées que pour la consultation d'ophtalmologie. D'après le résumé de l'article. http://www.invs.sante.fr/beh/2016/1/pdf/2016_1.pdf

GIROUD MAURICE;HOMMEL MARC;BENZENINE ERIC;FAUCONNIER JEROME;BEJOT YANNICK;QUANTIN CATHERINE - Evaluation de la qualité métrologique des données du PMSI concernant l'accident vasculaire cérébral en France

BULLETIN EPIDEMIOLOGIQUE HEBDOMADAIRE [EN LIGNE], n° 1, 01/2016, pp.8-15. -
L'objectif principal de cet article est d'évaluer la possibilité d'utiliser la base nationale du PMSI pour estimer l'incidence des accidents vasculaires cérébraux (AVC) en France, en mesurant sa valeur prédictive positive (VPP). Etude multicentrique rétrospective incluant 31 hôpitaux qui ont sélectionné chacun, de façon randomisée, 56 séjours parmi les hospitalisations dont la cause était un AVC ou un accident ischémique transitoire (AIT), codés selon la Classification internationale des maladies 10e révision (CIM-10) et survenus pendant les années 2009 et 2010. D'après le résumé de la revue. http://www.invs.sante.fr/beh/2016/1/pdf/2016_1.pdf

VERRIER AGNES;MENARD COLETTE;ARWIDSON PIERRE;PERREY CHRISTOPHE;THIOLET JEAN-MICHEL - Caractéristiques socioéconomiques des ménages accidentellement intoxiqués par le monoxyde de carbone, France, hiver 2013-2014

BULLETIN EPIDEMIOLOGIQUE HEBDOMADAIRE [EN LIGNE], n° 2-3, 01/2016, pp.20-27. -
Chaque année, 1 000 notifications concernant des ménages accidentellement intoxiqués par le monoxyde de carbone (CO) sont recueillies dans le cadre du système de surveillance épidémiologique dédié. La moitié de ces ménages est propriétaire de son logement. Si la principale source d'intoxication est la chaudière, d'autres sources sont en constante augmentation depuis quelques années, comme les braseros/barbecues ou les groupes électrogènes. Ces constats ont amené à s'interroger sur la situation financière des ménages intoxiqués. D'après le résumé de l'article. http://www.invs.sante.fr/beh/2016/2-3/pdf/2016_2-3.pdf

FONTAINE-GAVINO KARINE;MANONNI CHANTAL;BOUCHARLAT ANNE;YNESTA SYLVIE;FERROUD-PLATTET BRUNO;CHAPPERT JEAN-LOUP;CASAMATTA DELPHINE - Suicide et tentatives de suicide en région Rhône-Alpes

BULLETIN EPIDEMIOLOGIQUE HEBDOMADAIRE [EN LIGNE], n° 2-3, 01/2016, pp.27-34. -
L'Observatoire régional du suicide Rhône-Alpes a été créé en 2014 pour améliorer les connaissances sur le suicide et les tentatives de suicide (TS) dans la région. Les données présentées concernent la mortalité par suicide, à partir des bases de données du Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès (Inserm - CépiDc), et les séjours hospitaliers pour TS enregistrés dans le Programme de médicalisation des systèmes d'information des services de médecine, chirurgie, obstétrique (PMSI-MCO). D'après le résumé de l'article. http://www.invs.sante.fr/beh/2016/2-3/pdf/2016_2-3.pdf

LEON CHRISTOPHE;DAVID FELICIE - Ecoute de musique amplifiée, analyse des comportements chez les 13-35 ans : résultats du baromètre santé 2014

BULLETIN EPIDEMIOLOGIQUE HEBDOMADAIRE [EN LIGNE], n° 2-3, 01/2016, pp.34-40. -
L'exposition à des niveaux sonores fréquents, intenses et répétés de musique dite « amplifiée » est l'une des causes des troubles de l'audition. Selon le Baromètre santé 2014, parmi les 4 859 personnes de 15-35 ans interrogées sur le sujet, 13% ont un usage fréquent et intensif d'écoute avec un casque ou des écouteurs. Cette pratique concerne plus souvent les hommes, les habitants des grandes agglomérations et les plus jeunes, et elle décroît avec l'avancée en âge. D'après le résumé de l'article. http://www.invs.sante.fr/beh/2016/2-3/pdf/2016_2-3.pdf

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE

PIERRAT VERONIQUE;BROWNE JOY V. - Les soins de développement en néonatalogie : perspectives historiques

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 293, 01/2016, pp.12-14. -

Les soins dits "de développement" ont maintenant une base scientifique solide. Les plus pertinents sont basés sur l'observation du comportement du nouveau-né et utilisent des stratégies environnementales et comportementales pour modifier l'environnement de l'enfant. L'intégration de la famille en est une composante essentielle [d'après le résumé de la revue].

CHOPIN MAUD - Impact du peau à peau et des mises au sein précoces sur les grands prématurés

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 293, 01/2016, pp.15-19. -

L'étude montre que l'âge d'autonomisation au sein d'enfants prématurés subit l'influence de plusieurs facteurs, le plus important étant la précocité du premier contact au sein. Elle met en évidence l'importance d'un soutien et d'un suivi personnalisés et adaptés à chaque couple mère - enfant en matière d'allaitement et de compréhension du comportement du prématuré ; et ceci par des professionnels formés spécialement.

GUILLOU AURELIE - Quelles suites après la certification des observateurs NIDCAP ?

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 293, 01/2016, pp.20-24. -

L'unité de néonatalogie du centre hospitalier de Saint-Brieuc (22) a connu une évolution de ses pratiques ces dix dernières années, pour une amélioration de la prise en charge de l'enfant prématuré et de sa famille. La formation et la certification Newborn Individualized Developmental Care and Assessment Program (NIDCAP) de plusieurs professionnels a permis de mettre en place un poste de coordination NIDCAP début 2013, avec plusieurs missions et objectifs, dont celui d'objectiver les pratiques, en recueillant diverses données à but statistique [d'après le résumé de la revue].

LOFGREN KRISTINA;FRANCOIS CAROLINE - Le nouveau-né et ses parents au cœur de l'Initiative hôpital ami des bébés

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 293, 01/2016, pp.25-28. -

L'Initiative hôpital ami des bébés (IHAB) est une démarche qualité validée scientifiquement et menée par les équipes de maternité et de néonatalogie. Le label "Ami des bébés" est l'aboutissement d'une réflexion et d'une formation commune des soignants sur les pratiques autour de la naissance (peau à peau, proximité mère-bébé, allaitement maternel). Il consiste en un engagement auprès des familles pour un partenariat réussi, alliant qualité et sécurité des soins, dans un climat d'écoute et de confiance [d'après le résumé de la revue].

KRAUPNER SYLVIE - Cheminement d'un service de néonatalogie vers le label "Hôpital ami des bébés"

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 293, 01/2016, pp.29-31. -

La prise en charge des enfants nés prématurément est désormais centrée sur le confort des nouveau-nés et la présence des parents, tout en assurant des soins techniques avec une sécurité médicale. Une puéricultrice, détachée pour le soutien à l'allaitement en néonatalogie, a contribué à faire évoluer les méthodes de travail au sein de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul à Lille (59). La maternité et le service de néonatalogie ont pu accéder au label IHAB en janvier 2015 [d'après le résumé de la revue].

CONCATO-DOUGNOL REGINE - Outils de management en établissement d'accueil du jeune enfant

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 293, 01/2016, pp.32-36. -

La gestion des ressources humaines et des activités nécessitent aujourd'hui l'utilisation d'outils de management pour gérer efficacement un établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE). Identifiés dans les référentiels de la profession comme méthodes, le planning hebdomadaire et la conduite d'entretien devraient faire partie de la boîte à outils du manager. Avant d'être des dispositifs de gestion, leur conception permet l'analyse de l'activité du manager et l'exploration de la structure, notamment à la prise de poste. Avoir une organisation optimale et montrer que l'on peut créer ses outils personnels positionnent la puéricultrice en tant que manager [d'après le résumé de la revue].

FRANKLIN AUDREY - La désobstruction rhinopharyngée

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 293, 01/2016, pp.37-38. -

L'obstruction des voies aériennes supérieures (VAS) liée à certaines infections virales peut induire des détresses inspiratoires. La fiche explique la technique de la désobstruction rhinopharyngée (DRP) qui correspond à un drainage des voies aériennes supérieures.

GUEUGNON CORINNE - Le portage

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 292, 12/2015, pp.37-38. -

Le portage du nouveau-né est bien plus qu'un moyen de se déplacer. Il permet de se rapprocher et d'échanger avec lui par un dialogue tactile et visuel. Afin de bénéficier de ses avantages, le portage doit être associé à une technique adaptée [d'après le résumé de la revue].

GUEPIN JEAN-YVES;BRETONNIERE DIDIER;VIOT KARINE - Nomenclature des laits 2015, 11e édition

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 292, 12/2015, pp.32-36. -

Il s'agit d'une présentation de la réactualisation de la nomenclature des laits commercialisés pour l'alimentation du jeune enfant, qui devient de plus en plus complexe et variée [d'après la présentation de la revue].

RAYNA SYLVIE - Curriculum, participation et qualité de l'accueil de la petite enfance

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 292, 12/2015, pp.26-30. -

Les études internationales montrent que le curriculum contribue à la qualité de l'accueil et de l'éducation des jeunes enfants. Mais cela n'est possible que sous certaines conditions. A l'aide de quelques exemples de curriculums européens et de plusieurs expériences françaises, des pistes sont offertes à la réflexion et à l'innovation en crèche et dans d'autres structures de la petite enfance [d'après le résumé de la revue].

ROVERA ANNE CLAUDE - Innover et réinventer l'accueil en EAJE

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 292, 12/2015, pp.23-25. -

Pour les gestionnaires et les équipes de la petite enfance, le défi est aujourd'hui de concilier le projet éducatif et le nécessaire équilibre financier des structures. Comment accompagner les professionnels dans cette démarche ? Que mettre en œuvre pour construire et proposer aux familles un accueil de qualité ? Une des réponses pourrait se trouver dans l'innovation pédagogique [d'après le résumé de la revue].

FONTAINE ANNE-MARIE - L'observation-projet, un levier de changement professionnel

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 292, 12/2015, pp.17-22. -

L'observation-projet est un outil qui met en avant un questionnement objectif sur le point de vue des enfants dans une démarche partagée entre professionnels. C'est une expérience donnant à l'encadrement un rôle pédagogique et solidaire, unifiant les équipes autour d'une question à travailler, en les incitant à développer des questionnements professionnels, personnels et collectifs, essentiels pour tout changement, et en leur donnant confiance dans leurs capacités à analyser une situation et à trouver des solutions.

CONCATO-DOUGNOL REGINE - Positionnement managérial de la puéricultrice en EAJE

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 292, 12/2015, pp.12-16. -

La puéricultrice en établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) doit assurer deux fonctions : celle de professionnelle de la petite enfance et celle de manager. La fonction managériale demande la mobilisation de compétences spécifiques pour fédérer un collectif. Dès la prise de poste, la puéricultrice doit poser les bases de l'organisation du travail, mettre en place un management adapté à la situation de l'équipe et viser l'excellence des pratiques professionnelles [d'après le résumé de la revue].

TANTI-HARDOUIN NICOLAS - Troubles de l'enfance et santé à l'âge adulte : un aperçu de la littérature

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 291, 11/2015, pp.10-13. -

En sciences sociales de la santé, rares sont les études qui donnent à l'enfance une place centrale dans l'explication de ce qui se joue en santé à l'âge adulte. Fondée sur de grands échantillons, l'étude de Georges Mehamen, au parti pris psychanalytique évident, montre l'existence de liens entre troubles de l'enfance et morbidité dans la biographie d'adulte. Des travaux plus récents provenant d'économistes de la santé testent trois hypothèses qui permettent de comprendre par quels mécanismes macrosociaux le milieu d'origine de l'enfance peut avoir une influence sur les trajectoires de vie [d'après le résumé de la revue].

CASQUET-BLANCHARD CLELIA - Prématurité et petit poids de naissance : trajectoires de grossesse

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 291, 11/2015, pp.14-18. -

En France, les inégalités sociales et territoriales de santé persistent, particulièrement concernant la périnatalité. Dans ce contexte, une étude s'intéresse aux trajectoires de femmes ayant accouché d'un enfant né prématurément ou de petit poids de naissance, à Marseille (13). Elle permet de cerner la multiplicité des facteurs et leurs interactions, notamment dans leurs phases de continuité ou de ruptures, participant à ces issues de grossesses défavorables [d'après le résumé de la revue]

DUGRAVIER ROMAIN;SAIAS THOMAS - Les enseignements du projet Panjo

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 291, 11/2015, pp.19-23. -

Le projet Panjo est une recherche-action issue de la réflexion de professionnels de la protection maternelle et infantile (PMI), de connaissances tirées de la littérature et des données de la recherche CAPEDP menée en Ile-de-France entre 2005 et 2011. L'objectif est d'adapter, d'expérimenter et d'évaluer, au sein des services de PMI, un dispositif de promotion de la santé et de soutien à l'attachement auprès de familles primipares et isolées [d'après le résumé de la revue].

ROEHRIG CORINNE - Expérimentation du Programme de soutien aux familles et à la parentalité

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 291, 11/2015, pp.24-27. -

L'impact de la parentalité est déterminant sur la santé et l'épanouissement des enfants. L'implantation de programmes standardisés, évalués scientifiquement, est une nouvelle donne dans ce champ de prévention. Le Programme de soutien aux familles et à la parentalité (PSFP), adaptation française de Strengthening Families Program (SFP), en est un exemple. Ses premiers résultats dans les Alpes-Maritimes (06) plaident pour un plus large déploiement en France [d'après le résumé de la revue].

COLLOMBIER MADELEINE;RENAUDIE KARINE - Vers une réduction des inégalités sociales de santé : le rôle des puéricultrices

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 291, 11/2015, pp.28-31. -

La puéricultrice accompagne la parentalité dans des contextes de vulnérabilité chez les familles. Son action participe à la réduction des inégalités sociales en développant une approche globale des populations sur le gradient social de santé. Elle doit pouvoir adapter sa posture professionnelle avec la place du parent par une approche contraignante, une approche compensatoire, une approche qualifiante ou une approche participative [d'après le résumé de la revue].

LE FLEM SANDRINE;LEMOINE JEAN PIERRE - Le partenariat postural adulte-jeune enfant

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 291, 11/2015, pp.32-36. -

De nombreux écrits et formations existent sur la prévention des troubles du dos chez l'adulte, ainsi que sur le développement psychomoteur et le portage physiologique chez l'enfant. L'efficacité d'une prévention efficace, pour l'un comme pour l'autre, résulte dans leur mise en relation [d'après le résumé de la revue].

SCHMITT OLGA - Voyage avec un enfant

CAHIERS DE LA PUERICULTRICE, n° 291, 11/2015, pp.37-38. -

L'enfant est un passager fragile. La puéricultrice fournit aux parents les règles de sécurité à suivre, ainsi que les moyens préventifs pour réduire les risques lors du voyage avec un enfant [d'après le résumé de la revue]

DH MAGAZINE

GUILLOCHON MARC;COURREGES ANNE - Ethique et confiance

DH MAGAZINE, n° 152, 2015, pp.10-17. -

Entretien avec Anne Courrèges, directrice générale de l'Agence de la Biomédecine, sur l'activité très étendue de l'établissement (greffes, procréation, embryologie, génétique humaine ...), dont le maître mot est l'éthique.

ULRICH MARIE-AGNES;OBLE BRUNO;FOURSANS SERGE;GEISSMANN NICOLAS;SECALL GERARD;RAMAJO DELPHINE;GATECEL CLAIRE - Le centre hospitalier de Béziers : un hôpital porté par sa croissance et sa dynamique managériale

DH MAGAZINE, n° 152, 2015, pp.100-113. -

Le Centre Hospitalier de Béziers (CHB) place l'innovation au cœur du management tant dans la méthodologie de construction du projet d'établissement que dans sa recomposition architecturale centrée sur les parcours. Porté par un pilotage managérial volontariste, le projet d'établissement (2013-2017) est le résultat d'une dynamique participative interne. Sa version finale propose six axes stratégiques : le développement de l'offre de soins, le maillage territorial, l'organisation des parcours de soins, la politique de qualité et d'évaluation, la gestion des ressources humaines et des fonctions support. Dans quelques années, cet établissement achèvera sa mutation, en passant d'un établissement organisé selon des activités à un hôpital proposant des parcours de patients, au sein et en dehors de l'hôpital. Dans le bassin Ouest-Hérault, marqué par des problématiques socio-économiques, cet établissement ouvert sur son territoire joue un rôle majeur dans l'accès aux dispositifs de soins. D'après le résumé.

KASSEL CHRISTOPHE;MURAY JEAN-MICHEL;KESSEDJIAN PATRICIA;DELATRE MARYLINE;DEVAUD EDOUARD;NORDEY SONIA - Le centre hospitalier de Pontoise : une structure dynamique sur son territoire

DH MAGAZINE, n° 152, 2015, pp.114-127. -

Innovation de la loi HPST, la Communauté Hospitalière de Territoire (CHT) permet aux établissements publics de santé de coopérer sur la base d'un projet médical commun. Le CH René Dubos à Pontoise a bien compris l'intérêt de raisonner en filières de soins et en équipes médicales de territoire pour consolider l'offre de soins publics. Présentation.

WILDE PASCAL DE;VAUBOURDOLLE MICHEL;GUIDET BERNARD;PELLE RENAUD;WILS JEAN - Hôpitaux universitaires Est Parisien : se regrouper pour continuer à innover et faire face à la concurrence

DH MAGAZINE, n° 152, 2015, pp.84-99. -

Le groupe hospitalier des Hôpitaux Universitaires de l'Est Parisien (HUEP) composé de cinq hôpitaux, s'est lancé dans une restructuration de ses activités pour améliorer l'offre de soins. Le plan 2015-2019 prévoit la constitution de plateaux médico-techniques et le développement d'activités innovantes. Dans ces projets de restructuration, le rôle des équipes exécutives de pôle est essentiel en termes de management et de conduite de projet.

DEWITTE JEAN-PIERRE;DICHAMP ISABELLE;LARDEUR JEAN-YVES;AVRIL BRUNO - Optimisation de la gestion des lits au CHU de Poitiers

DH MAGAZINE, n° 152, 2015, pp.76-82. -

Le CHU de Poitiers connaît une petite révolution depuis 2 ans. Des écrans de gestion des flux patients ont pris place dans les couloirs des Urgences et des Unités de soins, supervisés par une cellule de bed managers ou gestionnaires de Flux Patients. Porteur d'un Plan d'Amélioration de l'Accueil des Urgences (PAAU), l'hôpital organise des formations [...] pour partager un retour d'expérience unique sur sa nouvelle organisation et la solution d'optimisation de la gestion des lits M-Visibilité. D'après le résumé.

BOUHOURS GUILLAUME - Y a-t-il un docteur dans le camion ? Pourquoi et comment un Trauma system au CHU d'Angers

DH MAGAZINE, n° 152, 2015, pp.18-23. -

Présentation des principes de fonctionnement et de l'organisation du Trauma System au CHU d'Angers, réseau de soins "traumatisé grave". Il permet de structurer et d'organiser l'accueil du malade, de mettre en place des procédures de soins et d'évaluation.

DIRECTION(S)

UGER AGNES - Une journée dans la vie d'un directeur en 2025

DIRECTION(S), n° 138, 01/2016, pp.46-47. -

Agnès Uger, élève EHESP, projette ce que pourrait être le quotidien d'un directeur d'établissement public dans dix ans. Diriger demain sera-t-il différent ? D'après la présentation de la revue.

DUFOUR FLAVIE - Orthopédagogue, métier d'avenir en France ?

DIRECTION(S), n° 138, 01/2016, pp.42. -

Très structurée au Québec ou en Belgique, l'orthopédagogie s'implante timidement dans l'Hexagone. Plutôt liée au monde de l'enseignement, elle pourrait bientôt investir le secteur social et médico-social. D'après la

présentation de la revue.

GUIGNOT CAROLINE - Des médicaments stockés en toute sécurité

DIRECTION(S), n° 138, 01/2016, pp.40. -

La conservation de médicaments dans les établissements sans pharmacie à usage intérieur (PUI) est soumise à des précautions et obligations. Aux gestionnaires de les connaître et de les faire appliquer. D'après la présentation de la revue.

JAOUEN MURIEL - Risques professionnels : un plan d'action à lancer

DIRECTION(S), n° 138, 01/2016, pp.38-39. -

La réduction des taux de sinistres dans les établissements et services sociaux et médicaux-sociaux appelle, plus qu'ailleurs sans doute, une démarche proactive et participative. D'après la revue.

COCQUEBERT LAURENT - Fusion et apport partiel d'actif, quelles nouveautés ?

DIRECTION(S), n° 138, 01/2016, pp.36-37. -

La loi relative à l'économie sociale et solidaire de 2014 vise la clarification du régime juridique des fusions et apports partiels et actifs entre associations. Mais elle introduit des dispositions qui risquent in fine de complexifier les projets de regroupement dans le secteur social et médico-social. D'après la revue.

ALIX ANNABELLE - Tenté par un détachement ?

DIRECTION(S), n° 138, 01/2016, pp.35. -

Le détachement permet à un agent d'occuper un emploi situé hors de sa fonction publique d'origine, sans perdre la progression de ses droits à l'avancement et à la retraite. Un moyen de diversifier ses expériences professionnelles tout en conservant ses avantages. D'après la présentation de la revue.

ALIX ANNABELLE - Quand un professionnel prend un congé parental

DIRECTION(S), n° 138, 01/2016, pp.34. -

Le congé parental d'éducation (CPE) est accordé de droit aux pères et mères salariés, justifiant d'un an d'ancienneté dans l'entreprise à la naissance de l'enfant. A temps plein ou partiel, ce dispositif est réglementé et certaines contraintes doivent être anticipées.

DESCAMPS AURELIA - S'engager dans un projet de télémédecine

DIRECTION(S), n° 138, 01/2016, pp.32-33. -

Depuis 2009, la pratique de la télémédecine fait l'objet d'une réglementation spécifique. Elle soumet notamment les structures médico-sociales à l'obligation de contractualiser avec les ARS sur ce sujet, autour d'un projet de coopération avec des professionnels médicaux. D'après la présentation de la revue.

COPPET CATHERINE DE; JAEGER MARCEL - Participation : le pouvoir aux usagers

DIRECTION(S), n° 138, 01/2016, pp.24-31. -

Poussées par le législateur depuis plus d'une dizaine d'années, la participation et la représentation des personnes accompagnées dans les structures du secteur social et médico-social relèvent d'un mouvement inéluctable. Celui-ci dépasse aujourd'hui leur cadre. Un défi pour les directeurs, qui doivent traduire en interne ces évolutions. Mais aussi porter la parole des usagers à l'extérieur. D'après la présentation de la revue.

FAUVET ANNE-MARIE; LEPASTEUR GLADYS - "La prévention spécialisée tisse du lien social"

DIRECTION(S), n° 138, 01/2016, pp.22-23. -

Anne-Marie Fauvet, présidente du Comité national des acteurs de la prévention spécialisée (CNLAPS) réaffirme la place singulière du secteur au sein de la protection de l'enfance. Et rappelle son action en faveur de la cohésion nationale. D'après la présentation de la revue.

COPPET CATHERINE DE - Efficace, un réseau durable pour échange et former

DIRECTION(S), n° 138, 01/2016, pp.18-20. -

A Hazebrouck (Nord), depuis 2011, 20 structures œuvrant dans les champs du handicap et du grand âge, aide à domicile compris, coopèrent au sein d'un réseau dynamique. Il vise à accompagner le développement des organisations et des parcours professionnels. D'après la présentation de la revue.

CANONNE JUSTINE - Prime d'activité : combats et débats

DIRECTION(S), n° 138, 01/2016, pp.4-5. -

Issue de la fusion du Revenu de solidarité active (RSA) et de la prime pour l'emploi (PPE), la prime d'activité a soulevé incertitudes et revendications dans le secteur de l'inclusion sociale au cours de l'année 2015. A l'heure de son entrée en application, les réseaux associatifs continuent de s'interroger sur ses vertus dans la lutte contre la pauvreté. D'après la présentation de la revue.

DOSSIERS SOLIDARITE ET SANTE [EN LIGNE]**MARQUIER REMY - L'action sociale des collectivités locales envers les personnes âgées**

DOSSIERS SOLIDARITE ET SANTE [EN LIGNE], n° 71, 12/2015, pp.1-24. -

L'action sociale des collectivités locales à destination des personnes âgées dépendantes ou en risque de dépendance couvre un large domaine qui s'étend de la prévention de la perte d'autonomie à l'accompagnement de la dépendance. Elle s'adresse aux seniors, aux personnes isolées, aux personnes âgées en situation de perte d'autonomie ou de dépendance ainsi qu'à leurs aidants. Le champ d'action est vaste ; il concerne aussi bien les traditionnels repas et rencontres des anciens, que l'organisation de l'accueil et de l'information des personnes âgées et de leurs familles, l'offre d'hébergement, l'offre d'animation et de loisirs, les aides au maintien à domicile et le soutien aux aidants. (...) D'après le résumé de la revue <http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/dss-71.pdf>

CAMBOIS EMMANUELLE; GROBON SEBASTIEN; ROBINE JEAN-MARIE; VAN OYEN HERMAN - Faut-il changer la formulation des indicateurs de "limitations d'activité" ?

DOSSIERS SOLIDARITE ET SANTE [EN LIGNE], n° 70, 12/2015, pp.1-28. -

Eurostat qui produit chaque année des calculs d'espérances de vie sans incapacité (ou « années de vie de bonne santé ») pour les pays européens, s'interroge sur la pertinence de certaines formulations et souhaite une simplification des questions posées. <http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/dss-70.pdf>

BONNET CAROLE; ANDRIEUX VIRGINIE; PLOUHINEC CORENTIN; RAPOPORT BENOIT; SOLARD GWENNAEL - Droits familiaux et dispositifs de solidarité du système de retraite

DOSSIERS SOLIDARITE ET SANTE [EN LIGNE], n° 72, 01/2016, pp.1-104. -

Le système de retraite obligatoire intègre un grand nombre de dispositifs de solidarité visant notamment à réduire les inégalités de carrière des personnes lors du passage à la retraite. Ce dossier solidarité et santé analyse ces dispositifs en étudiant principalement deux thématiques : les masses financières entrant en jeu et l'apport de ces dispositifs à la pension individuelle. Le premier article fournit ainsi des estimations de la part de chaque dispositif de solidarité dans la pension de retraite en 2012. [...] Le deuxième article de ce dossier mobilise le modèle de microsimulation TRAJECTOIRE pour évaluer l'apport de ces droits familiaux aux droits à retraite des femmes à l'horizon 2040. Le troisième article estime les masses financières liées à ces droits en projection jusqu'en 2040. Enfin, le dernier article étudie quant à lui cette compensation en cours de carrière, à chaque âge, en estimant une pension fictive avec et sans ces droits familiaux en fonction de la carrière passée des personnes D'après le résumé de la revue.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/dss-72.pdf>

METTE CORINNE; BARNAY THOMAS; SAINT POL THIBAUT DE - Santé et itinéraire professionnel : état de la connaissance et perspectives

DOSSIERS SOLIDARITE ET SANTE [EN LIGNE], n° 73, 01/2016, pp.1-40. -

Ce document de synthèse présente les principaux enseignements du colloque Santé et itinéraire professionnel : état de la connaissance et perspectives organisé le 22 septembre 2015 par la Drees et la Dares. L'enquête Santé et itinéraire professionnel interroge les relations entre emploi, conditions de travail et santé dans leur dimension diachronique. Les travaux présentés lors de cette journée fournissent des éléments de réponse à des questions qui traversent le débat public actuel. La première session est dédiée aux déterminants professionnels (changements et conditions d'emploi et de travail) de l'état de santé et des comportements à risque. La seconde session s'intéresse tout particulièrement à la santé mentale en lien avec le travail et l'emploi. La troisième session traite des questions d'inégalités. Enfin une table ronde a permis un échange entre experts et chercheurs sur les pistes d'actions pour préserver la santé au travail à la lumière des enseignements des travaux présentés. (...) D'après le résumé de la revue.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/dss-73.pdf>

EDUCATION PERMANENTE

BRETON HERVE; PESCE SEBASTIEN; DENOYEL NOEL - Accompagnement, réciprocité et agir collectif

EDUCATION PERMANENTE, n° 205, 12/2015, pp.5-175. -

Ce dossier d'Education permanente propose de repenser l'accompagnement dans ses dimensions de réciprocité et de coopération, à partir des contextes professionnels de la formation, de l'intervention sociale, de la santé et du soin. Ce dossier se termine par un article de ses coordinateurs, avec Gaston Pineau. Il interroge les ingénieries de l'accompagnement à l'université, en analysant les réingénieries du Master "ingénierie et fonctions d'accompagnement en formation" (IFAC). Les articles de ce dossier ouvrent des horizons nouveaux pour la recherche et la formation.

BRIGNON BEATRICE - Le développement professionnel en formation infirmière : une expérimentation en clinique de l'activité

EDUCATION PERMANENTE, n° 205, 12/2015, pp.185-194. -

Cet article de recherche évoque le développement professionnel en formation infirmière par l'analyse de l'activité de soin cœur de la réforme des études de 2009.

ETUDES ET RESULTATS [EN LIGNE]

CALVO MATHIEU - Les bénéficiaires de minima sociaux en 2013

ETUDES ET RESULTATS [EN LIGNE], n° 945, 12/2015, pp.1-6. -

Au 31 décembre 2013, 4,02 millions d'allocataires perçoivent l'un des neuf minima sociaux, soit une hausse de 4,8 % en un an. Cette hausse concerne davantage les hommes (+5,6 %) que les femmes (+4,0 %). En tenant compte des conjoints et des enfants à charge, 10,9 % de la population française est couverte par les minima sociaux. (...) D'après le résumé de la revue. http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er945_ouvrage.pdf

JESS NOEMIE - Les effets de la couverture maladie universelle complémentaire sur le recours aux soins

ETUDES ET RESULTATS [EN LIGNE], n° 944, 12/2015, pp.1-6. -

En 2015, 5,3 millions de personnes bénéficient de la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C). Créée en 2000, cette complémentaire santé gratuite a pour ambition de jouer un rôle protecteur en permettant aux personnes disposant de faibles ressources d'accéder aux soins. Les bénéficiaires de la CMU-C sont en plus mauvaise santé que les autres assurés et leurs dépenses de santé sont donc plus élevées. En tenant compte des caractéristiques socio-économiques et des écarts d'état de santé, la CMU-C favorise l'accès aux soins dans les mêmes proportions que les autres couvertures complémentaires. Lorsqu'ils recourent aux soins, les bénéficiaires de la CMU-C ont des dépenses de santé proches de celles des autres assurés, à l'exception des dépenses de généralistes, qui sont plus élevées. La CMU-C réduit également le risque de renoncement aux soins pour raisons financières, au même titre qu'une couverture complémentaire standard. (...) D'après le résumé de la revue.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er944.pdf>

COQUELET FABIENNE - Soins de suite et de réadaptation : les personnes de 70 ans ou plus effectuent la moitié des séjours

ETUDES ET RESULTATS [EN LIGNE], n° 943, 12/2015, pp.1-6. -

Les patients de 70 ans ou plus sont les plus nombreux à effectuer des séjours hospitaliers de soins de suite et de réadaptation (SSR). En 2011, ils représentent plus de la moitié des séjours de SSR de l'année, soit 700 000 séjours pour près de 535 000 personnes. La moitié d'entre elles sont âgées de 80 à 89 ans. Il s'agit en majorité d'hospitalisation complète. Les deux tiers des personnes concernées sont des femmes. (...) D'après le résumé de la revue. <http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er943.pdf>

VILLAUME SOPHIE - Petites surfaces, surpeuplement, habitat dégradé : des conditions de logement plus difficiles après une séparation

ETUDES ET RESULTATS [EN LIGNE], n° 947, 01/2016, pp.1-6. -

Après une séparation, les familles doivent prendre en compte, dans leurs besoins de logement, les enfants qui vivent avec elles, mais aussi ceux qui résident chez leur autre parent de manière occasionnelle ou plus régulière. Les parents de famille monoparentale et ceux qui vivent seuls sans leur(s) enfant(s) sont moins satisfaits de leurs conditions de logement que les autres. Moins souvent propriétaires, ils ont aussi plus de

difficultés à payer les frais liés à leur habitat. Ils résident plus souvent en ville, dans un logement collectif, ancien et comportant des défauts importants. Vivant dans une plus petite surface, les familles monoparentales sont davantage confrontées au surpeuplement que les autres familles. Parmi les personnes seules, les parents qui vivent sans leur(s) enfant(s) ont des logements plus grands, même s'ils déplorent un peu plus souvent le manque d'espace, qui pourrait être lié à l'accueil de leur(s) enfant(s). Les conditions de logement des familles recomposées sont meilleures que celles des parents sans conjoint, mais restent moins favorables que celles des autres familles. (...) D'après le résumé de la revue. <http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er947.pdf>

IRACE THOMAS;ROY DELPHINE - Amendement Creton : 6 000 jeunes adultes dans des établissements pour enfants handicapés

ETUDES ET RESULTATS [EN LIGNE], n° 946, 01/2016, pp.1-6. -

Depuis 1989, l'amendement Creton permet le maintien de jeunes adultes dans les établissements pour enfants handicapés, dans l'attente d'une place dans une structure adaptée pour adultes. Au 31 décembre 2010, un peu moins de 6 000 jeunes bénéficient de ce dispositif, soit 5,6 % des usagers des établissements pour enfants handicapés. Ils sont surtout présents dans les instituts médico-éducatifs, les établissements pour enfants et adolescents polyhandicapés et les établissements pour déficients moteurs. (...) D'après le résumé de la revue. <http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er946.pdf>

JURISASSOCIATIONS

BERTRAND PATRICK - Bénévolat de compétences : Une richesse dans un monde en évolution

JURISASSOCIATIONS, n° 531, 15/01/2016, pp.44-45. -

Entre raréfaction des ressources financières et nécessité d'innover, le bénévolat de compétences résout ces contradictions en apportant de nombreux talents nécessaires à un coût quasi nul. Il ne faut pas instrumentaliser le bénévolat de compétences qui ne se résume pas exclusivement à une compétence gratuite.

GIRAUD THOMAS;VANNEROY COLINE;JARDIN EVELYNE;GARRAULT HERVE - Communication : Les bonnes combines

JURISASSOCIATIONS, n° 532, 01/02/2016, pp.17-34. -

Rarement considérée à sa juste valeur, la communication constitue un outil déterminant pour les projets associatifs. 81% des associations déclarent communiquer pour informer leurs adhérents. Interne, externe ou de crise, l'association doit adopter une réelle stratégie pour communiquer.

L'AIDE-SOIGNANTE

TERRAT EVELYNE - La gestion des risques, un engagement pour la qualité et la sécurité des soins

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 172, 12/2015, pp.10-12. -

De nombreux textes législatifs et réglementaires encadrent la gestion des risques dans les établissements de santé. Un coordonnateur de gestion des risques est chargé de mettre en œuvre le programme d'actions défini par l'établissement. Il veille à la coordination des différents acteurs en charge de la sécurité (EOHH, CLIN, CLAN) et a pour objectif de réduire la fréquence des événements indésirables.

JOYEUX STEPHANIE - L'identitovigilance : le bon soin au bon patient

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 172, 12/2015, pp.13-15. -

L'identitovigilance est un système de surveillance et de gestion des risques et erreurs liés à l'identification des patients. La validation de l'identité commence dès l'admission du patient avec la création d'un numéro d'identification personnel et se poursuit avant chaque soin (port du bracelet).

MANIAGO ISABELLE - La matériovigilance

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 172, 12/2015, pp.16-17. -

La matériovigilance est un dispositif de veille relatif aux incidents liés à l'utilisation de dispositifs médicaux. Dans chaque établissement de santé, un correspondant de matériovigilance relaie les déclarations d'effets indésirables.

TACKIN ARZU - Les infections manuportées

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 172, 12/2015, pp.18-20. -

Les infections manuportées représentent le mode de transmission le plus fréquent des infections nosocomiales. Le respect de l'hygiène des mains (lavage des mains, friction hydroalcoolique, port des gants) est d'autant plus important que l'aide-soignante assure dans la même journée des soins contaminants et l'aide au repas.

PLAZA CAROLINE - L'enseignement sur l'hygiène en institut de formation d'aides-soignants

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 172, 12/2015, pp.21-22. -

Outre le module d'hygiène du programme de formation, l'institut de formation aide-soignante organise pour former ses élèves une journée hygiène où ils sont encadrés par l'équipe opérationnelle d'hygiène du centre hospitalier, une visite de la cuisine et de la blanchisserie, et prévoit une journée de stage en service de stérilisation.

PAYEN ANGELIQUE - La myasthénie auto-immune

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 172, 12/2015, pp.25-26. -

La myasthénie auto-immune est une maladie neuromusculaire où le système immunitaire attaque la transmission du message nerveux au muscle. La myasthénie peut être oculaire, avec atteinte bulbaire ou généralisée. Le diagnostic est souvent tardif et le traitement médicamenteux vise à atténuer les symptômes.

PAYEN ANGELIQUE - Communiquer avec l'adolescent handicapé moteur

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 172, 12/2015, pp.27-28. -

L'adolescence est une période difficile à vivre sur le plan physiologique et psychologique. L'adolescent handicapé se sent dévalorisé, en insécurité de part sa dépendance. Le handicap renvoie à l'adolescent une image corporelle négative. L'aide-soignante doit favoriser le dialogue et l'écoute et garder une juste distance professionnelle.

DEL ALAMO SIMONA - Prévention et soins des escarres à domicile

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 172, 12/2015, pp.29-31. -

A domicile l'aide-soignante joue un rôle majeur dans la détection des escarres. Les soins sont réalisés par l'infirmière sur prescription médicale et en binôme avec l'aide-soignante qui doit connaître les mécanismes et détecter les facteurs de risque de l'escarre.

MEVEL PHILIPPE - Neurophysiologie de la douleur

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 173, 01/2016, pp.10-11. -

La douleur est un phénomène à multiples composantes où se mêlent sensations et émotions, ce qui la rend par essence subjective et individuelle. Le mécanisme de perception du phénomène douloureux s'explique par la physiologie du système nerveux. Il n'existe pas "une" mais "des" douleurs, avec un mécanisme physiopathologique différent selon leur origine qui peut être nociceptive, neuropathique ou psychogène. D'après le résumé de l'article

MAUBOUSSIN CARLOS STEPHANIE - Evaluer la douleur, un travail d'équipe

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 173, 01/2016, pp.12-13. -

Pour évaluer la douleur le soignant utilise des échelles d'autoévaluation si le patient est capable de s'exprimer ou des échelles d'hétéroévaluation si la communication s'avère difficile ou impossible. Ces outils facilitent les transmissions, la traçabilité de la douleur et la prise en charge du patient douloureux.

BOIS ANNICK - Antalgiques et rôle aide-soignant

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 173, 01/2016, pp.14-15. -

L'aide-soignante évalue la douleur et son impact sur la qualité de vie du patient, en collaboration avec l'infirmière vérifie l'efficacité des antalgiques et surveille les éventuels effets secondaires.

DEL ALAMO SIMONA - Accompagner les personnes âgées douloureuses à domicile

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 173, 01/2016, pp.16-18. -

Dès 1994 la prise en charge de la douleur est encadrée par plusieurs textes de loi. Chez la personne âgée à domicile la prise en charge est multidisciplinaire ; l'aide-soignante identifie toute manifestation de douleur et la signale sur le dossier de suivi de soins.

BERTILLE CHRISTOPHER;PLAZA CAROLINE - La formation des aides-soignantes à la prise en charge de la douleur

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 173, 01/2016, pp.19-21. -

La prise en charge de la douleur figure à plusieurs reprises dans le référentiel de formation aide-soignant. A l'IFAS du Centre hospitalier de Clermont de l'Oise l'élève apprend les bases neurophysiologiques et les différents types de douleur, aborde la prise en charge lors de cours interactifs, l'évaluation et les traitements de la douleur.

DELCUS CHRISTELLE - Les vitamines

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 173, 01/2016, pp.22-24. -

Les vitamines sont des substances organiques nécessaires pour la croissance et l'équilibre vital et sont apportées par l'alimentation. Elles se divisent en deux catégories, les vitamines liposolubles et les vitamines hydrosolubles.

LEMOINE MAEVA - Les contentions orthopédiques

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 173, 01/2016, pp.25-27. -

Les contentions orthopédiques sont nécessaires pour favoriser la consolidation osseuse après une fracture. Elles sont de plusieurs types et dépendent de la localisation et de l'indication : plâtre, gilet orthopédique, traction-extension continue du membre inférieur, attelle de Zimmer. L'aide-soignante participe à la surveillance et prodigue des conseils au patient pour la mobilisation. D'après le résumé de l'article

DELCUS CHRISTELLE - Le patient trachéotomisé

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 173, 01/2016, pp.28-29. -

L'aide-soignante participe à la surveillance et à l'éducation thérapeutique du patient trachéotomisé. Elle doit donc connaître les indications, les inconvénients et les complications de la trachéotomie.

JEAN-LOUIS ERIC - Le traumatisme crânien

L'AIDE-SOIGNANTE, n° 173, 01/2016, pp.31-32. -

Le degré de gravité des traumatismes crâniens varie de léger à sévère. Les symptômes sont nombreux, ils sont d'ordre physique, cognitif et psychologique. Analyse d'une situation clinique et rôle de l'aide-soignante dans la prise en charge du patient dans un centre de rééducation.

LA GAZETTE SANTE SOCIAL

PICOT DAVID - Le sport, une réponse politique à l'exclusion sociale des jeunes

LA GAZETTE SANTE SOCIAL, n° 123, 11/2015, pp.44-45. -

A Calais, depuis 2010, l'expérimentation d'insertion par le sport s'est muée en politique de la ville. Pilotée depuis le service "Jeunesse et sports", elle est bien installée dans le paysage local. Non sans difficultés pour des acteurs qui souhaitent désormais mettre en place un guichet unique. Mais la transversalité ne se décrète pas... D'après le résumé de la revue.

ALISAID-GUERAIN CLAIRE - L'habitat ne se réduit pas à la perte d'autonomie

LA GAZETTE SANTE SOCIAL, n° 123, 11/2015, pp.32-34. -

L'habitat des personnes âgées ne peut se réduire à l'adaptation des logements à la perte d'autonomie. L'enjeu est d'être en mesure d'articuler une politique locale et l'habitat avec une politique du vieillissement qui reconnaisse l'adulte âgé comme un citoyen à part entière. Le projet de loi d'adaptation de la société au vieillissement incite les collectivités à aller dans ce sens. D'après le résumé de la revue.

LEVRAY NATHALIE - Laïcité. L'action sociale cherche les clés du vivre ensemble

LA GAZETTE SANTE SOCIAL, n° 123, 11/2015, pp.15-22. -

Un consensus mou de la part des travailleurs sociaux, des sociologues et des politiques a pu faire croire que la laïcité était un acquis. Différentes affaires, de la crèche Baby-Loup aux attentats de janvier 2015, ont montré qu'il n'en était rien. Face aux tensions provoquées par des revendications identitaires qui utilisent le canal religieux, les acteurs sociaux, peu formés, sont en quête de repères. Le projet de loi relatif à la déontologie des fonctionnaires veut les affirmer en inscrivant le principe de laïcité dans leur statut. De fait, l'action sociale a un rôle à jouer pour dépassionner le débat et donner les clés du vivre-ensemble. D'après

le résumé de la revue.

LE JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE

MEGGLE CAROLINE - Mosaïc : l'intégration contre la radicalisation

LE JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE, n° 202, 12/2015, pp.12-15. -

Partout en France, les attentats de janvier et de novembre 2015 ont suscité un torrent d'émotions et de questions. Contre l'aspiration vers le radicalisme, mais aussi et bien plus largement contre la haine, la peur et le repli sur soi, que peut-on faire? Le JAS est allé à la rencontre de personnes qui, à Limoges, dans le cadre de leur engagement associatif ou de leur responsabilité éducative, travaillent au quotidien avec des enfants et des jeunes de milieux sociaux divers et d'origines culturelles multiples. Pour tenter de comprendre : que doit-on "prévenir" et de quelle façon ? " D'après le résumé.

SANCHEZ JEAN-LOUIS;BENCHEIKH GHALEB - "Seule la République laïque peut rassembler et défendre tous les citoyens"

LE JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE, n° 202, 12/2015, pp.18-19. -

CHESNE GARANCE - Serafin PH : une réforme tarifaire ambitieuse

LE JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE, n° 202, 12/2015, pp.32-33. -

Le 26 novembre 2014, Ségolène Neuville, secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion lançait le chantier d'une réforme de la tarification des établissements et services sociaux baptisé SERAFIN-PH. Conduit selon une démarche largement partenariale, le projet se veut ambitieux : adapter les réponses aux besoins des personnes et en déduire les modalités financières et contractuelles optimales. D'après le résumé.

ROBERT CHRISTOPHE - Maires de France : le terrain plus fort que le mépris

LE JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE, n° 202, 12/2015, pp.34-36. -

En dépit du report du 98ème congrès de l'association des Maires de France (AMF), qui devait se tenir en novembre à Paris, ils étaient plus de 2000 maires à avoir répondu présent à l'appel de l'AMF pour se rassembler au Palais des Congrès, le 18 novembre. L'occasion pour les édiles d'affirmer leur attachement aux valeurs de la République suite aux attentats sanglants du 13 novembre, mais surtout de rappeler qu'ils incarnent aujourd'hui ce lien de proximité indispensable au vivre-ensemble. Une proximité aujourd'hui mise en danger par la loi NOTRe. D'après le résumé.

VAN CAEMERBEKE OLIVIER - La protection de l'enfance à bonne école

LE JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE, n° 202, 12/2015, pp.38-42. -

Les acteurs de la protection de l'enfance ont toujours été très attentifs à adapter leurs réponses aux évolutions de la société. Les cadres sont toutefois confrontés à des enjeux de plus en plus complexes et à des injonctions contradictoires. C'est pour leur permettre d'y faire face de manière parfaitement adaptée qu'a été créée l'Ecole de la protection de l'enfance par le JAS et la Faculté Libre d'Etudes politiques et en économie solidaire (Flepes-Initiatives). S'y sont associés l'Observatoire de l'action sociale et PraxisLab Formations, une plateforme de formateurs consultants indépendants. Retour sur la genèse de ce cursus quelques mois avant l'intégration des premiers stagiaires. D'après le résumé.

- Métiers de la santé : les ARS se préparent au changement

LE JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE, n° 202, 12/2015, pp.44. -

La loi de modernisation de notre système de santé devrait impacter davantage le fonctionnement des Agences Régionales de Santé et leur direction générale. D'après le résumé.

LEVRAY NATHALIE - Energie : ce qu'il faut faire avant la fin des tarifs réglementés

LE JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE, n° 202, 12/2015, pp.43. -

La mise en conformité au droit européen oblige les établissements et organismes sociaux à souscrire un contrat de fourniture d'électricité à prix de marché avant le 31 décembre. D'après le résumé.

JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE JAS - Le cahier des bonnes pratiques

LE JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE, n° 202, 12/2015, pp.23-30. -

Contient : Cuisine, loisirs et rencontres : des prétextes pour apprendre (Croix Rouge française) - Une unité

d'enseignement maternelle met l'école à la portée d'enfants autistes (FEHAP) - Le réseau jeunes des centres sociaux : pour s'engager demain dans la cité (FCSF) - Un cursus reconnaît le travailleur qualifié en milieu protégé (Reness) - Protection de l'enfance : accueillis, les jeunes prennent le relais (FNADEPAPE) - La ligue de l'enseignement prend le pari de l'éducation active (Ligue de l'enseignement)

LIEN SOCIAL

ARBOUET FREDERIQUE;DE COCK LAURENCE - Comprendre le monde pour le changer : Entretien

LIEN SOCIAL, n° 1176, 07/01/2016, pp.32-33. -

Après avoir enseigné seize ans dans un quartier défavorisé de Nanterre, Laurence De Cock mène un travail de recherche sur l'enseignement de l'histoire à l'école et milite dans un collectif d'historiens. Début décembre, elle revient sur les attentats du 13 novembre. D'après la présentation de la revue.

PENNA ARMANDINE - Une manière de vivre

LIEN SOCIAL, n° 1175, 10/12/2015, pp.42-43. -

Pendant presque vingt ans, à Annecy, l'éducateur Robert Géant a fait de l'accueil de jour l'Herminette un lieu cogéré par ses usagers. A l'heure de son départ, ils défendent sa philosophie. D'après la présentation de la revue.

ROUFF-FIORENZI KATIA;MAYER NONNA - Précarité et politique

LIEN SOCIAL, n° 1175, 10/12/2015, pp.32-33. -

A la veille de l'élection présidentielle de 2012, Nonna Mayer et une équipe de chercheurs en science politique ont rencontré des personnes en situation précaires. L'objectif : comprendre et mesurer l'impact de cette situation sur le rapport au politique. D'après la présentation de la revue.

MAZIZ LINDA;COFFIN JEAN-CHRISTOPHE - Pédopsychiatrie en souffrance

LIEN SOCIAL, n° 1175, 10/12/2015, pp.24-31. -

Accroissement d'activité, saturation de la demande, réduction budgétaire, crainte d'un démantèlement de l'offre de proximité... Depuis quelques années, en France, la pédopsychiatrie est en crise et les équipes sur le terrain font les frais de coupes diverses. La loi de santé permettra-t-elle d'en protéger les finances ? ou va-t-elle au contraire fragiliser encore ce secteur ? D'après la présentation de la revue.

KAMMERER MARIETTE - MECS : l'art de la dynamique institutionnelle

LIEN SOCIAL, n° 1175, 10/12/2015, pp.20-23. -

A Grenoble, les résidents d'une maison d'enfants à caractère social (Mecs) ont peint une fresque et réalisé un film la mettant en scène, à l'aide d'intervenants extérieurs. dans la foulée, l'équipe a entrepris de se former aux pratiques d'empowerment. D'après la présentation de la revue.

MAZIZ LINDA - Education populaire : (re)penser, pour mieux agir

LIEN SOCIAL, n° 1175, 10/12/2015, pp.18-19. -

A Grenoble, du 2 au 5 novembre, la Scop d'éducation populaire l'Orage organisait la formation : Repenser ses pratiques pour agir dans le travail social. D'après la présentation de la revue

DELHON LAETITIA - Gens du voyage : marche lente vers le droit

LIEN SOCIAL, n° 1175, 10/12/2015, pp.16-17. -

Adoptée par l'Assemblée nationale en juin 2015, une proposition de loi veut faire évoluer favorablement le statut et l'accueil des gens du voyage. Mais cette proposition est victime de désaccords et de lenteur législative. D'après la présentation de la revue.

ARBOUET FREDERIQUE - Genève : se risquer à la culture

LIEN SOCIAL, n° 1175, 10/12/2015, pp.15. -

L'association suisse Risque anime un projet de médiation culturelle auprès de jeunes en difficultés du canton de Genève. Projections & Paroles propose de montrer des films documentaires, suivis d'un espace de parole pour, par et avec les jeunes. D'après la présentation de la revue.

MAZIZ LINDA - l'Alliance citoyenne : "des tisseurs de colère"

LIEN SOCIAL, n° 1175, 10/12/2015, pp.14. -

A Grenoble, un mouvement citoyen, l'Alliance citoyenne, structure ses actions autour de la pensée de l'universitaire et activiste américain Saul Alinsky, injectant du pouvoir d'agir dans différents quartiers de la ville. D'après la présentation de la revue.

LEON MYRIAM - Hébergement d'urgence : "la Madraque ? il faudrait la raser !"

LIEN SOCIAL, n° 1175, 10/12/2015, pp.12. -

A Marseille, une mission d'inspection vise le plus grand centre d'hébergement d'urgence de la ville. En cause : sa gestion, assurée depuis 2014 par l'AMS, association spécialisée dans la prévention de la délinquance. D'après la présentation de la revue.

LEON MYRIAM - Reporters sans domicile

LIEN SOCIAL, n° 1176, 07/01/2016, pp.42-43. -

Conjuguant son intérêt pour les médias libres et sa pratique professionnelle d'assistante sociale, Sybille Massault a initié la création d'un blog de journalistes citoyens SDF. Accompagnés par un journaliste, les usagers de l'accueil de jour de Clermont-Ferrand racontent la vie à la rue. D'après la présentation de la revue.

QUEUDET JACQUES - Le sentiment d'impuissance des intervenants sociaux

LIEN SOCIAL, n° 1176, 07/01/2016, pp.36. -

Rarement abordé dans les institutions, le sentiment d'impuissance a fait l'objet d'une réflexion collective. Ensemble, les professionnels ont pu dépasser la plainte pour identifier ce qui le fonde, en précisant les contours de leur action. D'après la présentation de la revue

DELHON LAETITIA;BOURGUIGNON BRIGITTE - Travail social : A la recherche des Etats généraux

LIEN SOCIAL, n° 1176, 07/01/2016, pp.24-31. -

Les Etats généraux ont été lancés le 21 janvier 2013, dans le cadre du Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté, un vent d'espoir. Étouffés par des dispositifs qui s'empilent, usés par la perte de sens et le manque de temps nécessaire à leur mission, les travailleurs sociaux découvrent qu'enfin un gouvernement s'intéresse à eux. Le 21 octobre, un plan d'action mettait fin aux Etats généraux du travail social. Retour sur un processus qui n'a jamais vraiment eu lieu.

PENNA ARMANDINE - Insertion : Du handicap mental à l'emploi

LIEN SOCIAL, n° 1176, 07/01/2016, pp.20-23. -

A Nantes, l'Esat hors les murs de l'Adapei 44 insère durablement en entreprise des personnes en situation de handicap mental ou psychique, grâce à l'appui du service d'accompagnement social pour l'emploi (SAccSoE). Un dispositif en phase avec les exigences de la loi handicap du 11 février 2005, en faveur du travail en milieu ordinaire. D'après la présentation de la revue

ROUFF-FIORENZI KATIA;ELOY JACQUES - Marie-Jeanne Bassot, une amie singulière : Entretien

LIEN SOCIAL, n° 1176, 07/01/2016, pp.18-19. -

En 1908, Marie-Jeanne Bassot, issue de la bourgeoisie, s'installe à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), alors commune ouvrière. Elle ouvre son logement aux habitants du quartier et leur propose des activités. Son ambition, réduire les injustices sociales en changeant concrètement les rapports entre classes ouvrière et privilégiée. D'après la présentation de la revue.

PENNA ARMANDINE - Service civique et handicap : "Je ne savais pas que le service civique existait"

LIEN SOCIAL, n° 1176, 07/01/2016, pp.16-17. -

Le service civique, qui fête cette année ses cinq ans, se veut accessible à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans. Un texte d'août 2015 a même repoussé à 30 ans l'âge maximum pour ceux porteurs d'un handicap. Pourtant, trop peu d'entre eux osent se lancer. En Loire-Atlantique, une plate-forme s'est mise en place pour les mobiliser. D'après la présentation de la revue

BARATA YHAN - Mexique : programme d'Etat anti-pauvreté

LIEN SOCIAL, n° 1176, 07/01/2016, pp.15. -

Sur fond de violence et de corruption, le pays voit croître la pauvreté de sa population, et le dispositif national d'aide sociale est à la peine. D'après la présentation de la revue.

METIERS DE LA PETITE ENFANCE

VIQUESNEL BENOIT - 8. Chansons pour dessiner

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 228, 12/2015, pp.37-38. -

Associer chanson et dessin est une façon originale d'initier le tout-petit aux différences de rythme, de sons, et de les sensibiliser à ces deux disciplines. La mise en œuvre exige une présence de l'adulte [d'après la présentation de la revue].

SCHUHL CHRISTINE - Eveil et "jeu libre"

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 228, 12/2015, pp.35. -

Organiser l'espace et assurer une présence accueillante sont essentiels. Les activités d'éveil et les « jeux libres » sont alors possibles pour tous les enfants, quel que soit leur âge, mais pas dans n'importe quelles conditions [d'après la présentation de la revue].

GUINCHARD HAYWARD FABIENNE - L'accompagnement pédagogique, interroger le sens des pratiques

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 228, 12/2015, pp.32-34. -

L'accompagnement pédagogique est un outil précieux au service de la qualité. Il aide les professionnels à identifier les difficultés et à mettre en œuvre un projet d'accueil favorable aux enfants [d'après la présentation de la revue].

GUEPIN JEAN-YVES;BRETONNIERE DIDIER;VIOT KARINE - Nomenclature des laits 2015, 11e édition

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 228, 12/2015, pp.24-28. -

Il s'agit d'une présentation de la réactualisation de la nomenclature des laits commercialisés pour l'alimentation du jeune enfant, qui devient de plus en plus complexe et variée [d'après la présentation de la revue].

SCHUHL CHRISTINE - "Les enfants sont d'insatiables rêveurs"

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 228, 12/2015, pp.21-22. -

C'est un entretien avec Nelly Frenoux, qui écrit et met en scène des spectacles pour les tout-petits. Ancienne éducatrice de jeunes enfants, elle puise l'inspiration dans son activité professionnelle et dans les échanges avec les enfants. Pour elle, la poésie des mots, des sons et des lumières favorise le rêve et l'imaginaire [d'après la présentation de la revue].

BLANC PASCALE - Inspirons-nous du temps présent pour rêver avec l'enfant

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 228, 12/2015, pp.19-20. -

Dans la course du quotidien bien réglé selon des journées types, une pause semble nécessaire. Il est alors possible de saisir au vol l'imprévu et l'inattendu, de prendre le temps de s'arrêter un moment, avec l'enfant, pour profiter de l'instant présent. Quelle place laissons-nous à ces petits événements inattendus dans l'organisation de nos journées avec les enfants ? [d'après la présentation de la revue].

SCHUHL CHRISTINE - Le rêve à construire, lorsque l'inspiration se partage

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 228, 12/2015, pp.17-18. -

Les jeux spontanés des enfants peuvent servir d'inspiration aux adultes, il est important de prendre son temps pour observer les enfants et de partager leur inspiration qui devient un point de départ à objectif pédagogique en l'associant à une stratégie d'apprentissage défini.

BACHLER LAURENT - Cultiver l'étonnement des tout-petits

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 228, 12/2015, pp.14-16. -

L'article présente une réflexion philosophique des pensées sur l'étonnement qui contredit qu'il soit perçu de manière négative mais plutôt un élan du désir de savoir.

SCHUHL CHRISTINE - Arrêter le temps quelques instants

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 228, 12/2015, pp.13. -

Il s'agit de l'introduction du dossier. Le rêve, l'étonnement, l'émerveillement et la fantaisie, partagés entre

petits et grands deviennent source d'inspiration qui permet de développer une autre vision du temps et de son organisation.

MOISSET PIERRE - Rendre visible la "plus-value éducative" des professionnels

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 228, 12/2015, pp.10-12. -

L'accueil de la petite enfance joue un rôle de plus en plus grand dans la concurrence entre les territoires, pour leur attractivité, et entre les entreprises de crèches. Cette lutte pour la « plus-value éducative » est l'occasion, pour les professionnels, de mettre en avant la valeur de leur travail [d'après la présentation de la revue]

MATA LILIANE - L'hygiène et la sécurité au travail, une responsabilité collective

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 228, 12/2015, pp.7-8. -

Dans une structure d'accueil, les normes d'hygiène et de sécurité font l'objet d'un cadre réglementaire précis assorti de registres et documents obligatoires. Il est important pour chaque professionnel de connaître ces dispositions afin de contribuer à la qualité des conditions de travail et à la prévention des risques [d'après la présentation de la revue].

ONYSZKO SANDRA - L'animateur de RAM et l'information en matière de droit du travail

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 228, 12/2015, pp.29-31. -

L'animateur de relais assistantes maternelles est très souvent sollicité pour des questions relatives au droit du travail. Sa mission se limite toutefois à fournir des informations et non à donner un conseil juridique ou à arbitrer des conflits. Il respecte ainsi la relation employeur-employé et restitue l'autonomie et la responsabilité de chacun dans le cadre réglementaire de la convention nationale collective [d'après la présentation de la revue].

MONELLO HOUSSIN SILVANA - La bientraitance institutionnelle, un contrat entre un service, une équipe et des parents

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 229, 01/2016, pp.31-33. -

Mettre en œuvre un accueil bienveillant à l'adresse des enfants implique pour l'institution de donner aux professionnels un cadre protecteur et aux parents les signes d'une relation contractuelle. Plusieurs outils institutionnels permettent de partager ces repères structurants: règlement de fonctionnement, projet éducatif, contrat d'accueil pour la relation avec les familles, projet pédagogique et "règlement intérieur" pour la relation entre professionnelles. Parents et professionnels peuvent alors évoluer dans un cadre plus sécurisant qui désigne de manière cohérente les places et limites de chacun et les bases des contrats institutionnel et éducatif [d'après la présentation de la revue].

THOLLON BEHAR MARIE-PAULE - Quelles compétences professionnelles pour assurer la qualité de l'accueil du jeune enfant ?

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 229, 01/2016. -

La tension entre les théories et la pratique, expose les professionnels au risque du dogmatisme pour maîtriser l'imprévu. D'où l'importance de développer une réflexivité dans et sur la pratique. Celle-ci peut mener à un "pouvoir d'agir" plus fort, un "empowerment" [d'après la présentation de la revue].

GOUTTEFARDE LYDIE - Les conditions de création et de fonctionnement des accueils collectifs pour mineurs

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 229, 01/2016. -

L'article L. 2324-1 du Code de la santé publique fixe les conditions de création, d'extension et de transformation des établissements et services accueillant des enfants de moins de 6 ans. Il détaille également les conditions d'autorisation de fonctionnement des accueils collectifs de mineurs de type extra-ou périscolaire. Le rôle des différents intervenants dans ce cadre est précisé : le président du conseil départemental, le maire, les services préfectoraux et ceux de protection maternelle et infantile [d'après la présentation de la revue].

BLANC PASCAL;SCHUHL CHRISTINE - Le temps de repas

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 229, 01/2016, pp.37-38. -

Les temps de repas demandent une organisation précise. Anticipation et définition du rôle de chaque professionnel sont essentiels afin de profiter de ce moment convivial avec les enfants [d'après la

présentation de la revue].

MOISSET PIERRE;CREST BERNADETTE;HURTIG MARIE-HELENE;SEMERIA PAULETTE - Le ressenti des assistants maternels sur leur activité quotidienne

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 229, 01/2016, pp.19-22. -

Les assistants maternels ont été sollicités pour s'exprimer sur leur activité, dans une étude réalisée en 2014. Celle-ci a remporté un grand succès, signe du désir de prise de parole chez ces professionnels. Leurs réponses mettent en évidence l'isolement d'un grand nombre d'entre eux, leur besoin de rencontres et de partage, ainsi que l'importance de la dimension professionnelle de cette activité [d'après la présentation de la revue].

MOISSET PIERRE;ZALUSKI-ROMANET AGNES;ATGER CORINNE;ESLINE MICHELLE - Les professionnels de structures d'accueil et leur travail

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 229, 01/2016, pp.15-18. -

Une étude menée en 2014 auprès de professionnels d'établissements d'accueil du jeune enfant s'est intéressée aux évolutions sociales et éducatives qui touchent l'activité d'accueil. Elle dresse le bilan de leur ressenti et souligne l'importance des temps d'échange et d'élaboration communs entre professionnels [d'après la présentation de la revue].

DELOSIER ISABELLE;RUIZ MONTIGNY MICHELLE;DIE NATHALIE;FORESTIER LAURENCE - Evolutions réglementaires et qualité de l'accueil, un questionnaire nécessaire

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 229, 01/2016, pp.12-14. -

Le Réseau Devenir d'enfance a décidé de s'engager dans une démarche de recherche-action auprès des professionnels, afin d'évaluer les conséquences des évolutions réglementaires sur l'accueil de la petite enfance [d'après la présentation de la revue].

MOISSET PIERRE - "Pouvoir d'agir" et réflexivité au cœur de l'activité professionnelle

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 229, 01/2016, pp.11. -

Il s'agit de l'introduction du dossier intitulé "Etre professionnel de la petite enfance aujourd'hui". Il présente l'intérêt des professionnels de se rencontrer pour échanger leurs expériences et leurs analyses des pratiques afin d'exercer une réflexivité collective où le pouvoir d'agir "l'empowerment" est nécessaire face aux évolutions de leurs métiers.

BOISSEAU MARSULT CATHERINE - Soutenir la parentalité en entreprise

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 229, 01/2016, pp.29-30. -

Concilier activité professionnelle et vie familiale est parfois difficile. L'Observatoire de l'équilibre des temps et de la parentalité en entreprise a pour mission de favoriser cet équilibre et de sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux socio-économiques qui lui sont liés. La Charte de la parentalité en entreprise constitue un exemple des actions menées [d'après la présentation de la revue].

ALAIGRE BRUNO - Handicap et accueil ordinaire de la petite enfance

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 229, 01/2016, pp.26-27. -

L'accueil de jeunes enfants porteurs de handicap est parfois source de difficultés dans les structures. Il demande la mise en œuvre d'un cadre adapté, porté par la loi n°2005-102 du 11 février 2005. Les équipes peuvent bénéficier de l'appui des professionnels de centres d'action médico-sociale précoce et des services de protection maternelle et infantile pour la construction de cet accueil [d'après la présentation de la revue].

MOISSET PIERRE - Le directeur de structure d'accueil face aux réalités de terrain

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 229, 01/2016, pp.8-10. -

Le management a été pendant longtemps mis à distance par les directeurs d'établissement d'accueil du jeune enfant, qui accompagnaient leurs équipes à l'aide de pratiques plutôt intuitives. Aujourd'hui, la responsabilité de manager est bien réelle. Le métier de directeur de structure doit s'incarner bien au-delà des questionnements sur les pratiques du quotidien [d'après la présentation de la revue].

AMIEL SARAH - De l'ère du doudou à l'aire transitionnelle

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 229, 01/2016, pp.6-7. -

L'aire transitionnelle est un concept qui permet de comprendre de quelle manière le bébé et sa mère peuvent se détacher progressivement. L'objet transitionnel ou "doudou" est bénéfique pour la sécurité interne du tout-petit. Il lui permet d'être accompagné dans ses nouvelles explorations autonomes et ses séparations. Il devrait lui être accessible à chaque fois qu'il en éprouve le besoin [d'après la présentation de la revue].

CAPODANO JEANNE - Le professionnel de la petite enfance et le secret professionnel

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 227, 11/2015, pp.35-36. -

Tout professionnel de la petite enfance est tenu au secret ; il ne doit pas révéler à des tiers les informations confidentielles dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions. Le non-respect du secret est passible de sanctions civiles ou disciplinaires, certains professionnels risquant des sanctions pénales [d'après le résumé de la revue].

CURRALADAS JOSE - Préserver le dos des professionnels de la petite enfance

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 227, 11/2015, pp.30-32. -

Les personnels chargés de l'accueil de jeunes enfants sont soumis à des contraintes très importantes pour leur dos et leurs articulations. Pourtant, ces risques professionnels peinent à être reconnus. Les seules techniques de prévention efficaces concernent les postures, en particulier la balance rachidienne [d'après le résumé de la revue].

SCHUHL CHRISTINE - Premier jour d'adaptation pour Jade

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 227, 11/2015, pp.33-34. -

Le temps de l'adaptation en multi-accueil est une étape importante qui se déroule en plusieurs phases, au sein d'un triangle relationnel : parent, enfant, professionnel. L'observation, le dialogue, le questionnement et ses réponses sont essentiels [d'après le résumé de la revue].

SCHUHL CHRISTINE - Vers une bienveillance visible autour de l'accueil des bébés

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 227, 11/2015, pp.28-29. -

Accueillir des bébés en collectivité est un travail complexe qui ne se réduit pas aux soins, il se construit à partir de ce que ce petit enfant nous montre. En apprenant à observer ces explorateurs persévérants, il est possible d'imaginer un environnement qui permettrait d'émerveiller ces bébés, toujours curieux de ce monde qui s'ouvre à eux. Dans cet univers empreint de bienveillance visible, les obstacles institutionnels sont levés et le petit enfant est accueilli par un professionnel présent pour cette rencontre [d'après le résumé de la revue].

SALLEZ HELENE - L'haptonomie, redécouvrir l'affectivité humaine

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 227, 11/2015, pp.25-27. -

L'haptonomie se présente comme une science qui étudie et met en œuvre les phénomènes régissant les contacts entre les humains. Il s'agit des facultés inhérentes à la nature humaine, dont la disposition est innée mais dont le développement dépend fortement de l'environnement familial, social et culturel dès la naissance et même avant.

BEAUCHEF JEANINE - L'activité libre, pour un enfant acteur de ses découvertes

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 227, 11/2015, pp.22-24. -

Un bébé actif est un bébé qui pense. S'il peut évoluer librement dans un environnement matériel sécurisant et bien adapté, il prend alors conscience, à son rythme, de ses possibilités pour agir par lui-même et, simultanément, découvrir ce qui l'entoure [d'après le résumé de la revue].

SIMON-BOGAERS NICOLE - Accompagner la relation mère, père et jeune enfant

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 227, 11/2015, pp.19-21. -

Reconnaître, préserver, soutenir et renforcer la relation mère, père et enfant, est capital pour que le jeune enfant soit accueilli dans un climat de confiance réciproque auquel tout professionnel et/ou parent doit se soumettre afin de donner à l'enfant des ressources suffisantes pour bien se développer.

ZUMSTEIN DIANA - L'accueil individualisé de l'enfant en milieu collectif

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 227, 11/2015, pp.16-18. -

Chaque enfant étant différent, un accueil et un accompagnement ajustés et individualisés sont

nécessaires, tout au long de son séjour dans une structure collective de la petite enfance [d'après le résumé de la revue].

GACHET CAROL - La sécurité, pierre d'angle de la bienveillance

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 227, 11/2015, pp.12-15. -

La sécurité objective et subjective est l'un des fondements du développement de l'être humain et le point de départ de la rencontre avec l'enfant. La satisfaction de ce besoin est nécessaire non seulement pour assurer la survie du nourrisson, mais aussi pour qu'il puisse entrer de plain-pied dans la vie. Il est donc essentiel de la revisiter dans les lieux d'accueil de la petite enfance, et de lui donner sa place comme vecteur principal de la bienveillance [d'après le résumé de la revue]

SCHUHL CHRISTINE - Pour une relation authentique et sincère

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 227, 11/2015, pp.11. -

Il s'agit de l'introduction du dossier intitulé "à la rencontre de l'enfant". "L'enfant a un besoin vital de rencontres et de relations authentiques et sincères. Au cœur des métiers de la petite enfance ce conjuguent ainsi relation, sécurité affective, liens et postures"

BONNIER MARIE-ANNE - Devenir manager d'une équipe petite enfance

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 227, 11/2015, pp.7-9. -

L'article présente la fonction managériale dans le secteur de la petite enfance et les missions qu'elle détermine, la position du manager et le rôle de chacun dans le cadre d'un travail d'équipe.

BARSKY EMMANUELLE - L'accueil du jeune enfant en 2014, rapport du Haut Conseil de la Famille

METIERS DE LA PETITE ENFANCE, n° 227, 11/2015, pp.5. -

Dans l'objectif de suivre le développement de l'accueil des jeunes enfants en France, le Haut Conseil de la Famille a publié en septembre dernier les premiers résultats de son rapport annuel, qui porte sur l'année 2014 [d'après la présentation de la revue]

RESEAUX SANTE & TERRITOIRE

VAYSSETTE PASCALE - MAIA : le déploiement se poursuit

RESEAUX SANTE & TERRITOIRE, n° 65, 12/2015, pp.28-30. -

WILLIAMSON RICHARD-PIERRE;VAYSSETTE PASCALE - Clic inscrits dans le paysage de l'information et de la coordination

RESEAUX SANTE & TERRITOIRE, n° 65, 12/2015, pp.24-27. -

Les Clic sont des dispositifs de proximité, accessibles au public, délivrant des informations sur les structures et services destinés aux plus de 60 ans. [...] Comme les réseaux de santé, les coopérations libérales ou autres organisations, ils sont appelés à participer aux plates-formes territoriales d'appui prévues par la loi de santé. D'après le résumé de l'article.

MICK GERARD;VAYSSETTE PASCALE - Réorientation des réseaux

RESEAUX SANTE & TERRITOIRE, n° 65, 12/2015, pp.20-23. -

Les réseaux de santé ont engagé depuis plusieurs années la réorganisation de leurs missions vers des fonctions d'appui aux soins de proximité. Le président de l'UNR.Santé pointe la nécessité d'accompagner le changement et de ne pas faire disparaître brutalement l'expertise et les missions d'animation collective développées par les réseaux. Point sur la représentation nationale de l'UNR.Santé, sur le déploiement des CPOM, sur l'évolution des prestations proposées par les réseaux, sur les plates-formes d'appui prévues par le projet de loi de santé.

VAYSSETTE PASCALE - Protocoles 51 : 1 190 professionnels à fin 2014

RESEAUX SANTE & TERRITOIRE, n° 65, 12/2015, pp.18-19. -

Selon le bilan de la HAS à fin décembre 2014, 38 protocoles de coopération étaient validés et autorisés par au moins une ARS. Trois professions sont particulièrement concernées :les infirmiers, les orthoptistes, les manipulateurs d'électroradiologie médicale.

VAYSSETTE PASCALE - Pratiques avancées : premières bases

RESEAUX SANTE & TERRITOIRE, n° 65, 12/2015, pp.12-17. -

L'article 119 du projet de loi de santé prévoit de développer l'exercice en pratique avancée des auxiliaires médicaux. Des textes réglementaires et protocoles de coopérations sont nécessaires pour la mise en œuvre. Tour d'horizon des bases existantes en France. Présentation du projet "de préfiguration des infirmiers cliniciens spécialisés" lancé en 2014 par l'ARS Ile-de-France.

SANTE & TRAVAIL**LOKIEC PASCAL;COMBREXELLE JEAN-DENIS - Faut-il brûler le Code du travail sur l'autel de la négociation ?**

SANTE & TRAVAIL, n° 93, 01/2016, pp.52-54. -

Jean-Denis Combrexelle, membre du Conseil d'Etat et auteur d'un rapport au Premier ministre, et Pascal Lokiec, professeur de droit, comparent leurs points de vue sur la place du droit du travail et de la négociation collective. D'après le résumé.

QUERUEL NATHALIE;SCHWARTZ YVES - Yves Schwartz : l'explorateur de l'activité humaine

SANTE & TRAVAIL, n° 93, 01/2016, pp.48-49. -

Philosophe, Yves Schwartz est la figure phare de l'ergologie, discipline développée à l'université d'Aix-Marseille qui analyse l'activité humaine selon une démarche originale : le partage de savoirs entre chercheurs et acteurs de l'entreprise.

COCHET FRANCOIS - Le CHSCT après la loi Rebsamen

SANTE & TRAVAIL, n° 93, 01/2016, pp.46-47. -

Les CHSCT ont été au cœur de la rupture des négociations sur le dialogue social, puis du débat parlementaire sur la loi Rebsamen. Synthèse de ce que vont changer pour eux les nouveaux textes, assortie de conseils pour en tirer le meilleur parti. D'après le résumé.

WOLFF LOUP;MARDON CELINE - Changer de conditions de travail... pour le meilleur ou pour le pire ?

SANTE & TRAVAIL, n° 93, 01/2016, pp.42-45. -

Au fil des dernières décennies, les changements de conditions de travail sont devenus de plus en plus fréquents et de moins en moins favorables à la santé. C'est ce que révèle une nouvelle exploitation de l'enquête Santé et itinéraire professionnel. D'après le résumé.

LE SAINT ROZENN;TUSZYNSKI ANNE-SOPHIE - Postes aménagés pour salariés à ménager

SANTE & TRAVAIL, n° 93, 01/2016, pp.37-39. -

Dans la fonction publique ou le secteur privé, des employeurs se mobilisent pour faciliter le retour au travail des salariés atteints d'une maladie chronique. Une démarche appuyée par différents acteurs institutionnels et associatifs. Enquête. L'association Cancer@work aide les entreprises à donner une place aux salariés atteints d'une maladie chronique. D'après le résumé.

LHUILIER DOMINIQUE;WASER ANNE-MARIE - Les chemins invisibles du maintien au travail

SANTE & TRAVAIL, n° 93, 01/2016, pp.34-36. -

Pour continuer à travailler, les malades chroniques font appel, en dehors des dispositifs réglementaires, à des stratégies discrètes, qu'il s'agit de préserver. Des groupes d'échanges extérieurs à l'entreprise peuvent les aider à les élaborer. D'après le résumé.

QUERIAUD CELIA - Du bon usage de l'ergonomie

SANTE & TRAVAIL, n° 93, 01/2016, pp.32-33. -

Le maintien dans l'emploi d'un salarié malade peut très vite devenir un casse-tête insoluble pour l'entreprise. Au-delà de l'adaptation du poste, l'ergonome va proposer une démarche globale visant à donner des marges de manœuvre à ce travailleur. D'après le résumé.

LASFARGUES GERARD - Le rôle méconnu des expositions professionnelles

SANTE & TRAVAIL, n° 93, 01/2016, pp.30-31. -

Les facteurs d'augmentation des maladies chroniques sont variés et reconnus : vieillissement, modes de

vie, facteurs environnementaux. Les facteurs de risques professionnels reconnus aujourd'hui portent sur les maladies respiratoires et cancers. Se posent aujourd'hui la question de la responsabilité de facteurs professionnels dans les cancers hormonodépendants, le rôle de l'exposition professionnelle aux perturbateurs endocriniens, les facteurs organisationnels tel que le travail de nuit.

TORRES CHRISTIAN - La prévention passe aussi par le travail

SANTE & TRAVAIL, n° 93, 01/2016, pp.29. -

Lorsqu'il ne participe plus à la construction de la santé des salariés, le travail peut favoriser l'apparition ou l'aggravation de maladies chroniques. Une dimension que les stratégies de prévention de ces pathologies intègrent rarement. D'après le résumé.

LE CLAINCHE CHRISTINE;VOLKOFF SERGE - Etre actif et malade, à quelles conditions ?

SANTE & TRAVAIL, n° 93, 01/2016, pp.26-28. -

Du fait du vieillissement de la population active et du recul de l'âge de la retraite, davantage de salariés atteints d'une maladie chronique vont devoir travailler. Ce qui pose la question des conditions de travail propices à leur maintien en emploi. Quel maintien en emploi après un cancer ? D'après le résumé.

FAYNER ELSA - L'empoussièrisme amiante sous-estimé

SANTE & TRAVAIL, n° 93, 01/2016, pp.22-23. -

Les laboratoires censés mesurer les fibres d'amiante sur les chantiers de traitement de ce matériau cancérigène sont pointés du doigt. Leurs résultats seraient inférieurs à la réalité. Or ils déterminent les moyens de protection à mettre en œuvre. D'après le résumé.

RENOU-NATIVEL CORINNE - Les cadres de santé pris entre deux feux

SANTE & TRAVAIL, n° 93, 01/2016, pp.14-15. -

Soumis à des objectifs de gestion déconnectés des réalités du terrain, confrontés au malaise d'équipes soignantes malmenées, les cadres de santé sont en difficulté au sein d'une institution malade d'un trop-plein de réformes. D'après le résumé.

MAHIOU ISABELLE - Environnement et santé au travail : même combat !

SANTE & TRAVAIL, n° 93, 01/2016, pp.6-9. -

En matière de risque environnemental, les expositions professionnelles passent très souvent au second plan. Pourtant, au-delà des riverains, les salariés des sites dangereux sont aussi affectés ... au travail et à la maison. Une double peine jamais évoquée. D'après le résumé de la revue.

SANTE PUBLIQUE

OUEDRAOGO OUSMANE;GARANET FRANCK;SAWADOGO SIMEON;MESENGE CHRISTIAN - La vulnérabilité des détenus hommes face au VIH/sida à Ouagadougou (Burkina Faso)

SANTE PUBLIQUE, n° vol.27, n°5, 09/2015, pp.749-756. -

Évaluer la vulnérabilité des détenus hommes face au VIH, les pratiques à risque et l'accès à la prévention. D'après le résumé de la revue.

DRABO MAXIME KOINE;HIEN HERVE;KONFE SALIFOU;NANA WENDIN MANEGDE FELICITE;OUEDRAOGO TINOAGA LAURENT - Satisfaction des malades du sida pris en charge à l'hôpital du district sanitaire de Dafra. État des lieux

SANTE PUBLIQUE, n° vol.27, n°5, 09/2015, pp.739-747. -

La mesure de la satisfaction des patients est un outil essentiel pour l'amélioration continue des services. Pour mieux appréhender les acquis et les insuffisances selon les perspectives des clients, le niveau de satisfaction des malades du sida pris en charge au niveau de l'hôpital du district sanitaire de Dafra a été évalué. D'après le résumé de la revue.

N'DRI KOUAME MATHIAS;YAYA ISSIFOU;SAKA BAYAKI;ABOUBAKARI ABDOUL SAMADOU;KOUASSI DAMUS PAQUIN;EKOU KOKORA FRANCK - Images pornographiques et comportements sexuels des élèves dans l'arrondissement de Cocody à Abidjan

SANTE PUBLIQUE, n° vol.27, n°5, 09/2015, pp.733-737. -

L'objectif de cette étude était de documenter l'influence des images pornographiques sur les

comportements sexuels des élèves dans la commune de Cocody à Abidjan, Côte d'Ivoire. D'après le résumé de la revue.

DOUBA ALFRED;AKA LEPRI NICAISE;YAO GNISSAN HENRI AUGUSTE;ZENGBE-ACRAY PETRONILLE;AKANI BANGAMAN CHRISTIAN;KONAN N'GUESSAN - Facteurs sociodémographiques associés à la vaccination incomplète des enfants de 12 à 59 mois dans six pays d'Afrique de l'ouest

SANTE PUBLIQUE, n° vol.27, n°5, 09/2015, pp.723-732. -

Chaque année, des milliers d'enfants restent non vaccinés ou partiellement vaccinés dans le monde en général, et particulièrement dans les pays en développement. Il nous est donc paru nécessaire d'examiner les facteurs sociodémographiques associés à la vaccination incomplète des enfants en Afrique de l'Ouest. D'après le résumé de la revue.

VROH BENIE BI JOSEPH;TIEMBRE ISSAKA;AHOUSSOU ERIC MARTIAL;TCHINY KOUTOUA;DAGNAN N'CHO SIMPLICE;TAGLIANTE-SARACINO JANINE - Effet de la réorganisation des services sur les consultations prénatales à l'Hôpital Général de Marcory, Côte d'Ivoire

SANTE PUBLIQUE, n° vol.27, n°5, 09/2015, pp.713-721. -

L'amélioration de l'environnement de travail et la formation du personnel constituent des stratégies de promotion de la santé pouvant contribuer à l'amélioration de l'offre de soins. Cette étude a pour objectif d'évaluer l'effet de la réorganisation des services sanitaires sur les activités de la consultation prénatale recentrée (CPNR). D'après le résumé de la revue.

CLANET ROMAIN;BANSARD MATHIEU;HUMBERT XAVIER;MARIE VERONIQUE;RAGINEL THIBAUT - Revue systématique sur les documents de sortie d'hospitalisation et les attentes des médecins généralistes

SANTE PUBLIQUE, n° vol.27, n°5, 09/2015, pp.701-711. -

Le lien ville-hôpital est un des points faibles de notre système de santé. Les documents de sortie d'hospitalisation, pierres angulaires de ce lien, ne sont que peu codifiés. L'objectif de ce travail était de répertorier les éléments-clés traitant des documents de sortie d'hospitalisation en prenant un soin particulier concernant les attentes des médecins généralistes (MG). D'après le résumé de la revue.

MIDY FABIENNE;RAIMOND VERONIQUE;THEBAUT CLEMENCE;SAMBUC CLEA;RUMEAU-PICHON CATHERINE - Avis d'efficience relatifs aux produits de santé à la Haute Autorité de santé ? : bilan et perspectives

SANTE PUBLIQUE, n° vol.27, n°5, 09/2015, pp.691-700. -

Depuis le 3 octobre 2013 en France, les industriels qui revendiquent le remboursement d'un produit de santé innovant ayant, ou étant susceptible d'avoir, un impact significatif sur les dépenses de l'assurance maladie ont l'obligation de fournir à la Haute Autorité de santé (HAS) une évaluation de l'efficience de leur produit. Cette évaluation est expertisée par le service d'évaluation économique et de santé publique (SEESP). À partir de cette expertise, la Commission d'évaluation économique et de santé publique (CEESP) émet un avis sur l'efficience prévisible ou constatée du produit, qu'elle transmet au Comité économique des produits de santé (CEPS), chargé de déterminer le prix du produit de santé. [...] Après avoir rappelé la place des avis d'efficience dans le circuit français de remboursement et de fixation des prix, l'objectif de cet article est de dresser un premier bilan sur les avis d'efficience rendus par la HAS. [...] D'après le résumé de la revue. <http://www.cairn.info/revue-sante-publique-2015-5-page-691.htm>

FLYE SAINTE MARIE CECILE;QUERRIOUX BAUMANN CEDRIC;DI PATRIZIO PAOLO - Difficultés des médecins généralistes dans la prise en charge de leurs patients précaires

SANTE PUBLIQUE, n° vol.27, n°5, 09/2015, pp.679-690. -

Les médecins généralistes rencontrent des difficultés dans la prise en charge des patients en situation de précarité. Afin d'identifier et comprendre ces difficultés, une enquête combinant les deux approches quantitative et qualitative a été réalisée auprès des médecins généralistes de Meurthe-et-Moselle. D'après le résumé de la revue <http://www.cairn.info/revue-sante-publique-2015-5-page-679.htm>

BRITEL MANON;FORAY NICOLAS;PREAU MARIE - Médecine personnalisée en radiothérapie ? : perception des praticiens

SANTE PUBLIQUE, n° vol.22, n°5, 09/2015, pp.669-677. -

Cette étude exploratoire a pour objectif d'investiguer les représentations des radiothérapeutes face à la

médecine personnalisée. Partant des tests prédictifs de radiosensibilité en radiothérapie actuellement en train de voir le jour, nous avons cherché à comprendre comment ceux-ci pouvaient s'insérer dans la pratique des radiothérapeutes et de quelle façon cet éventuel changement de pratiques pourrait questionner la place des praticiens dans le protocole de soin. [...] L'analyse croisée des données a permis de souligner un intérêt certain des radiothérapeutes pour la médecine personnalisée et l'usage de tests prédictifs tout en soulevant des limites et inquiétudes face aux questions éthiques relatives à la médecine personnalisée en oncologie et la position du praticien. D'après le résumé de la revue. <http://www.cairn.info/revue-sante-publique-2015-5-page-669.htm>

GUIRIA CLARA;GUILHENEUC ELISE;COIMET FLORE;CAILLEZ ERIC;BARON CELINE - Suivi par les médecins généralistes des frottis cervico-utérins classés ASC-US

SANTE PUBLIQUE, n° vol.27, n°5, 09/2015, pp.659-667. -

Devant un frottis cervico-utérin classé ASC-US (Atypical Squamous Cells of Undetermined Significance), la Haute Autorité de santé préconise au choix en premier contrôle : la colposcopie, le frottis à six mois, la recherche d'HPV (Human Papilloma Virus) à haut risque oncogène. L'objectif principal était de connaître l'option choisie par les médecins généralistes et d'évaluer le suivi de ces frottis. D'après le résumé de la revue. <http://www.cairn.info/revue-sante-publique-2015-5-page-659.htm>

DUPIN CECILE-MARIE;BRETON ERIC;KIVITS JOELLE;MINARY LAETITIA - Pistes de réflexion pour l'évaluation et le financement des interventions complexes en santé publique

SANTE PUBLIQUE, n° vol.27, n°5, 09/2015, pp.653-657. -

En France, dans un contexte grandissant d'inégalités sociales de santé, la nécessité d'actions sur l'environnement et sur les déterminants sociaux de la santé (DSS) appelle la recherche en promotion de la santé à contribuer à l'avancement des connaissances dans ce domaine. Or, l'enjeu est non seulement de concevoir et d'élaborer des interventions adaptées aux contextes, actives sur les déterminants de santé ciblés, mais aussi de construire des dispositifs d'évaluation de ces interventions dites complexes. Un groupe de chercheurs et de représentants des institutions finançant la recherche s'est réuni le 2 juin 2014 à Paris pour réfléchir aux expériences en cours en France. Cinq pistes de réflexion issues de ces échanges ont été formulées : (i) le contexte de l'intervention doit être considéré comme ingrédient actif, (ii) l'évaluation des actions doit être guidée par une logique d'intervention rigoureuse, (iii) les essais contrôlés randomisés, peu adaptés à l'évaluation en milieu complexe, doivent être accompagnés de modèles alternatifs d'évaluation, notamment l'analyse de processus de l'intervention, (iv) la recherche interventionnelle doit être collaborative voire co-construite, (v) la formation en santé publique doit faire une large place à la pluralité des approches et méthodes d'évaluation. Les pistes de réflexions présentées ici, issues d'un état des lieux du contexte français, soulignent que face à ces défis, financeurs et acteurs français de la recherche doivent s'engager dans des concertations en termes de recherche interventionnelle, d'évaluation et d'implémentation des interventions complexes en santé publique. D'après le résumé de la revue. <http://www.cairn.info/revue-sante-publique-2015-5-page-653.htm>

DU ROSCOAT ENGUERRAND;COGORDAN CHLOE;GUIGNARD ROMAIN;WILQUIN JEAN-LOUIS;BECK FRANCOIS - Déterminants des intentions de rester non-consommateur ou de réduire ses consommations d'alcool, de tabac ou de cannabis chez les 15-25 ans

SANTE PUBLIQUE, n° vol.27, n°5, 09/2015, pp.641-651. -

Cet article vise à identifier chez les jeunes les facteurs sociodémographiques et psychosociaux (issus de la théorie du comportement planifié) associés aux intentions de rester non-fumeur de tabac et non expérimentateur de cannabis, ainsi qu'aux intentions de diminuer sa consommation d'alcool au cours d'une même soirée, d'arrêter sa consommation de tabac et enfin de diminuer sa consommation de cannabis chez les consommateurs. D'après le résumé de la revue.

GRAMMATICO-GUILLON LESLIE;ARNAULT EMILIE;ROLLIER SLOANE;BONNEMAISON GEORGES;DUBOIS FREDERIC - Dépister hors les murs d'un centre de dépistage : une expérience mobilisatrice pour des usagers de drogues

SANTE PUBLIQUE, n° vol.27, n°5, 09/2015, pp.633-639. -

L'infection virale C est un problème de santé publique chez les usagers de drogues (UDD), qui échappent au dépistage. L'objectif principal de l'étude était de décrire une expérience de dépistage hors les murs menée par l'équipe d'addictologie du CHU de Tours. D'après le résumé de la revue.

MARQUES ANA;FURLAN JULIE;VELPRY LIVIA - Les pratiques de prescription des ordonnances de précarité à l'EPS de Ville-Évrard

SANTE PUBLIQUE, n° vol.27, n°5, 09/2015, pp.623-631. -

L'accès gratuit aux médicaments est un élément important dans la concrétisation des politiques d'accès aux soins. Paradoxalement, cet aspect précis est peu abordé dans la littérature sur le thème. L'EPS de Ville-Évrard a mis en place des ordonnances dites de précarité permettant de délivrer gratuitement des médicaments, indépendamment de dispositifs spécifiques du type PASS (Permanence d'Accès aux Soins de Santé). Cet article présente une étude portant sur la totalité des ordonnances de précarité émises en 2011 dans l'établissement. Il propose une description analytique de ce dispositif et montre que, tout en étant peu encadré, il est utilisé de façon modérée. D'après le résumé de la revue

SCIENCE & SANTE

RIGAUD NICOLAS;PEREZ-DIAZ CLAUDINE;SALATHE MANUELLE;LAGARDE EMMANUEL - Sécurité routière : peut-on mieux faire ?

SCIENCE & SANTE, n° 28, 11/2015, pp.44-45. -

Après une baisse très importante du nombre de tués sur la route, le chiffre repart à la hausse. Mais il semble de plus en plus difficile d'agir pour diminuer le nombre d'accidents sans restreindre la liberté des individus. Comment expliquer cette hausse et que faire ? Trois spécialistes donnent leur point de vue.

GUIGNOT CAROLINE - Polypathologies : pour une approche holistique du patient

SCIENCE & SANTE, n° 28, 11/2015, pp.36-37. -

De nombreuses personnes souffrent de plusieurs maladies chroniques. Leur prise en charge est difficile, car les traitements des différentes maladies peuvent entrer en conflit. Pour que le médecin ait plus de recul et puisse faire des prescriptions mieux adaptées, il faudrait mettre en œuvre une nouvelle approche globale du patient et tenir compte des facteurs biopsychosociaux (histoire du patient et contexte social).

PIERREFIXE SIMON - Changement climatique : menaces sur notre santé !

SCIENCE & SANTE, n° 28, 11/2015, pp.20-35. -

Le réchauffement climatique ne nuit pas seulement à l'environnement, mais aussi à notre santé. L'article fait le point sur ses conséquences : coups de chaleur ou déshydratation (canicule), cancers ou maladies cutanées (expositions aux rayons UV), inondations, maladies respiratoires, cardiovasculaires et allergies (pollution de l'air, production de pollen en augmentation), risques accrus d'épidémies et de maladies infectieuses (dengue, paludisme ...), prolifération des bactéries dans les eaux plus chaudes ... Sans compter les effets secondaires, comme le stress ou une qualité de vie diminuée. Malgré ces perspectives inquiétantes, il est encore possible d'agir pour lutter contre la réalisation de ces scénarios.

SEVE-LES TRIBUNES DE LA SANTE

DELMOTTE HELENE - La minceur à plein régimes

SEVE-LES TRIBUNES DE LA SANTE, n° 49, 01/2015, pp.55-60. -

Dukan, Weight Watchers, Montignac, Dash... les régimes se succèdent avec des effets de mode plus ou moins longs, auxquels il convient désormais d'ajouter les applications mobiles et le coaching en ligne. Séduits par les promesses de minceur, les Français ne semblent pas prêts à se serrer la ceinture. D'après le résumé.

BREHAUX KARINE - Le management éthique ?

SEVE-LES TRIBUNES DE LA SANTE, n° 49, 01/2016, pp.77-89. -

A partir d'entretiens menés par un groupe d'élèves-directeurs de l'EHESP, l'auteur explique pourquoi la situation actuelle, en France, requiert un management éthique et comment il tend à se mettre en œuvre aujourd'hui. Puis elles s'interrogent sur la plus-value des structures éthiques dans ce mouvement néo-managérial. D'après l'article. <https://www.fichier-pdf.fr/2015/07/03/mip-25-rapport-final-karine-brehaux-groupe-25-ehesp/mip-25-rapport-final-karine-brehaux-groupe-25-ehesp.pdf>

PAYET MARC - La sécurité alimentaire française est-elle au top ?

SEVE-LES TRIBUNES DE LA SANTE, n° 49, 01/2016, pp.69-73. -

La France affirme régulièrement qu'elle possède un des meilleurs systèmes de surveillance de la sécurité sanitaire des aliments. Même s'il est encore performant, des diminutions de crédits régulières au cours des

dernières années en direction des services de contrôle contribuent à diminuer son efficacité. Deux histoires témoignent de ses failles. Celle du scandale de la viande de cheval, frauduleusement substituée à du bœuf, [...] celle de l'« agneau-méduse » de l'Institut national de la recherche agronomique [...]. D'après le résumé.

DE VALK HENRIETTE;SALVAT GILLES - Alimentation et risques infectieux : enjeux et stratégies pour limiter l'impact sur la santé

SEVE-LES TRIBUNES DE LA SANTE, n° 49, 01/2016, pp.61-68. -

Les infections d'origine alimentaire regroupent des infections très diverses. Le mode de transmission n'est pas forcément alimentaire mais lié à l'eau, l'environnement humain ou animal. Présentation de l'organisation de la surveillance des maladies infectieuses d'origine alimentaire chez l'homme en France, de la surveillance microbiologique de la chaîne alimentaire, de la surveillance européenne. De nouveaux risques émergent avec le changement des pratiques de production, de distribution, de conservation et de préparation des aliments. D'après le résumé.

PEIGNE JEROME - Les allégations relatives à la santé

SEVE-LES TRIBUNES DE LA SANTE, n° 49, 01/2016, pp.49-54. -

Face à une stagnation des dépenses des ménages dans le secteur de l'alimentation, l'industrie agro-alimentaire a axé le développement de nombreux produits autour du thème de la santé. Afin de protéger les consommateurs contre des pratiques commerciales trompeuses, l'Union européenne s'est dotée d'une législation spécifique, visant à contrôler l'utilisation des allégations relatives à la santé. Cette réglementation trace une ligne de partage médiane entre le monde de l'alimentation traditionnelle, peu régulé, et celui des produits de santé, beaucoup plus encadré. D'après le résumé.

HERCBERG SERGE - Réflexions sur le système d'information nutritionnelle coloriel 5-C

SEVE-LES TRIBUNES DE LA SANTE, n° 49, 01/2016, pp.41-47. -

Le système d'information nutritionnelle cinq couleurs (5-C), destiné à être apposé sur la face avant des emballages des aliments, apparaît comme un outil permettant de différencier la qualité nutritionnelle des aliments vendus en France. [...] Sa construction garantit une bonne cohérence du système par rapport aux repères de consommations du Plan national nutrition santé. Le 5-C apparaît comme un moyen transparent d'aider les consommateurs à orienter leurs choix vers des produits de meilleure qualité nutritionnelle. D'après le résumé de la revue.

CHAULIAC MICHEL - Le Programme national nutrition santé : conception, stratégies, mise en œuvre, impacts

SEVE-LES TRIBUNES DE LA SANTE, n° 49, 01/2016, pp.29-39. -

Origines, orientations majeures, permanence et évolutions des axes d'interventions des différentes éditions du plan national nutrition santé (PNNS) initié en 2001.

JULIA CHANTAL - La nutrition, un enjeu essentiel de santé

SEVE-LES TRIBUNES DE LA SANTE, n° 49, 01/2016, pp.23-28. -

Les maladies chroniques représentent en France un enjeu majeur de santé publique. Les cancers et les maladies cardiovasculaires sont les principales causes de morbi-mortalité. La nutrition apparaît comme un déterminant important de ces pathologies et un réel levier de prévention, étant donné son caractère modifiable. Parmi les éléments nutritionnels reconnus dans les relations nutrition-santé, la consommation de fruits et légumes est considérée un facteur protecteur, alors que la consommation de sel, de sucre ou d'acides gras saturés est considérée comme un facteur de risque. D'après le résumé.

SOINS PEDIATRIE/PUERICULTURE

ESCOT ANNIE - Diabète de l'enfant, avancées et perspectives

SOINS PEDIATRIE/PUERICULTURE, n° 288, 01/2016, pp.9-41. -

Malgré des progrès importants, les enfants atteints de diabète de type 1 ainsi que leurs parents, ont pu être déçus par l'évolution de la recherche ces dix dernières années. Car la maladie, par son traitement et sa surveillance, est contraignante au quotidien. Les attentes des enfants, des adolescents et leurs parents sont d'obtenir un contrôle glycémique satisfaisant de façon durable, pour éviter les complications, mais aussi de réduire le poids de la maladie sur leur quotidien. Malheureusement, la fréquence de la maladie chez l'enfant est en augmentation depuis vingt ans. Pour faire face à ce phénomène, il est nécessaire de

mettre en place des équipes pédiatriques interdisciplinaires spécialisées et formées pour soigner et éduquer, accompagner, tisser des maillages autour de l'enfant et de ses parents, avec tous les partenaires des milieux de la petite enfance, scolaire, associatif, social et sociétal. Les répercussions de la maladie au plan psychologique et social doivent encore se réduire : l'accès pour tous aux soins spécialisés et à l'éducation thérapeutique doit encore s'améliorer. Le rôle des associations des familles est essentiel et va encore se développer. D'après la présentation de la revue.

CHAUVET CORINNE - Apprentissage de la démarche clinique infirmière en école de puéricultrices

SOINS PEDIATRIE/PUERICULTURE, n° 288, 01/2016, pp.43-47. -

L'apprentissage de la démarche clinique infirmière permet aux étudiantes puéricultrices de formaliser le raisonnement clinique implicite et de l'utiliser dans leurs pratiques quotidiennes. Mis en œuvre au cours de leur formation, mais également dans leur futur exercice professionnel, celui-ci participe à la qualité des soins, incluant les compétences de l'enfant et de son entourage. D'après le résumé de la revue.

ROCABOY CLAUDETTE;LEBRUN CHARLOTTE - L'annonce du diabète insulino-dépendant chez l'enfant et chez l'adolescent

SOINS PEDIATRIE/PUERICULTURE, n° 288, 01/2016, pp.13-15. -

Les conditions de l'annonce du diabète chez l'enfant et l'adolescent sont déterminantes pour vivre au mieux avec les contraintes qu'impose la maladie chronique. Le psychologue œuvre en tant que médiateur pour que la souffrance de l'enfant et de sa famille soit entendue et contenue au sein de l'équipe soignante. Cet accompagnement facilite la mise en place d'une adaptation et d'une réorganisation de la vie quotidienne. D'après le résumé de la revue.

LERIDON LAURENCE - Lutter contre la douleur liée au diabète

SOINS PEDIATRIE/PUERICULTURE, n° 288, 01/2016, pp.23-24. -

La douleur chronique due aux injections d'insuline et aux auto-surveillances glycémiques est une réalité quotidienne pour les enfants et les adolescents diabétiques. Des groupes de paroles sont organisés par l'infirmière qui donne des conseils personnalisés aux jeunes patients et à leurs parents, afin d'atténuer la douleur et de surmonter les difficultés. D'après le résumé de la revue.

ROCABOY CLAUDETTE - Les médiations thérapeutiques au service de l'enfant et de l'adolescent

SOINS PEDIATRIE/PUERICULTURE, n° 288, 01/2016, pp.26-29. -

Les médiations thérapeutiques sont des outils adaptés aux adolescents qui ont une maladie chronique telle que le diabète. Psychodrame, dramathérapie et photolangage, notamment, permettent la libération de la parole et du corps grâce au plaisir qu'ils procurent en tant que jeu, à la réassurance que fournit le groupe, au cadre structurant et à la spontanéité qu'ils autorisent. D'après le résumé de la revue.

CROSNIER HELENE - L'intégration sociale de l'enfant diabétique

SOINS PEDIATRIE/PUERICULTURE, n° 288, 01/2016, pp.30-32. -

Malgré des dispositifs réglementaires élaborés, l'intégration sociale des enfants ayant un diabète, et en particulier des plus petits, n'est pas encore satisfaisante. L'absence d'autonomie du jeune enfant nécessite la participation active des adultes de la collectivité pour la réalisation et la surveillance de son traitement. La formation des personnels des collectivités, soignants et non-soignants, est indispensable pour une intégration sociale réussie. D'après le résumé de la revue.

SOINS PSYCHIATRIE

VERBA DANIEL - Retour ou recours au religieux dans le travail social ?

SOINS PSYCHIATRIE, n° 302, 01/2016, pp.12-19. -

Les travailleurs sociaux disent être de plus en plus souvent exposés au référentiel religieux des personnes qu'ils accompagnent, ainsi qu'à des conflits internes aux équipes lorsqu'il s'agit de délimiter les frontières de la liberté d'expression religieuse dans un cadre laïque. Par ailleurs, ils observent des processus de désaffiliations-réaffiliations passant par des usages non contrôlés de la pratique religieuse. Chez les jeunes de quartiers populaires et, plus marginalement, chez les adolescents de classe moyenne à la recherche d'une orthopraxie rassurante, l'islam, notamment, tend à devenir le support d'une action militante au service d'un projet de revalorisation d'identités disqualifiées ou assignées. Le risque étant de basculer dans le repli communautaire ou la radicalisation. D'après le résumé de l'article.

BENNABI BENSEKHAR MALIKA - Nouvelles manières de croire dans la mondialité

SOINS PSYCHIATRIE, n° 302, 01/2016, pp.20-22. -

Pour comprendre l'islamisme et le djihadisme dans le contexte de la mondialité, il faut tout d'abord analyser les modalités du "croire" en islam et les différences d'attitudes à l'égard du fait religieux. Des notions qui permettront de se questionner sur les raisons de l'attrait des jeunes envers un islamisme structuré autour de l'action armée. D'après le résumé de l'article.

BINKOWSKI GABRIEL;BAUBET THIERRY - Penser un événement de conversion religieuse en clinique

SOINS PSYCHIATRIE, n° 302, 01/2016, pp.23-25. -

Comment appréhender cliniquement l'événement que représente une conversion religieuse, une adhésion ou attraction vers des groupes et des idées extrêmes ? Afin de répondre à cette question, doivent être menés un travail conceptuel, une démarche éthique et épistémologique au centre de situations sociales de grande ambiguïté, voire teintées d'un certain caractère d'irréalité, comme dans la situation vécue en France. D'après le résumé de l'article.

HOUSIER FLORIAN - Passage à l'acte terroriste, narcissisme et psychopathologie des identifications

SOINS PSYCHIATRIE, n° 302, 01/2016, pp.26-28. -

La prégnance de blessures et de conflits narcissiques peuvent favoriser le passage à l'acte meurtrier. D'un point de vue psychanalytique, sont notamment repérées les positions narcissiques teintées de cynisme et d'envie, sur fond de pathologie des idéaux et de mélancolisation du lien. Retour sur l'attentat perpétré à Paris en janvier 2015 à travers les propos empruntés au discours social. D'après le résumé de l'article.

ALPHA DOUGOUKOLO;BA-KONARE OUMAR - Conversion religieuse, construction psychique et violence sacrée

SOINS PSYCHIATRIE, n° 302, 01/2016, pp.29-31. -

Le processus adolescent est le théâtre de la confrontation de soi avec la formation de l'identité, de l'apprentissage des limites et des compromis psychiques comme tentatives de régulation du même lieu. La radicalisation religieuse apparaît sur scène, avec des modalités de réponse aux angoisses alimentées par le contexte sociopolitique global. La vulnérabilité adolescente est étudiée au prisme de ces différents tiraillements. D'après le résumé de l'article.

SAROT ADELIN;BOUZNAH SERGE;MORO MARIE ROSE - Le rôle de l'école dans la prévention du terrorisme

SOINS PSYCHIATRIE, n° 302, 01/2016, pp.32-34. -

Au sein de l'institution scolaire s'expriment les difficultés des adolescents, mais aussi celles des adultes, dans la difficile confrontation à l'altérité, dans un contexte de mondialisation conflictuelle. L'institution scolaire constitue l'acteur majeur de prévention du terrorisme, par l'élaboration de ces tensions qu'elle peut permettre. Le dispositif Métisco propose des médiations scolaires, afin d'aider les professionnels à remplir cette mission. D'après le résumé de l'article.

GAILLARD-BOSSON MICHELE - Accompagner la personne psychotique avec et malgré son déni

SOINS PSYCHIATRIE, n° 302, 01/2016, pp.36-40. -

Le déni est un mécanisme de défense inconscient. Se rencontrant chez les personnes psychotiques, il rend l'accompagnement difficile. Le Service d'accompagnement médicosocial pour adultes handicapés (Samsah), dont la mission est la réhabilitation psychosociale, est confronté à cette défense en-dehors de toute relation thérapeutique. Mis dans une position d'impuissance, l'accompagnateur est sollicité au niveau du travail sur la relation et sur ce que lui fait vivre la personne. D'après le résumé de l'article.

CARDE SOUFIANE;HATIF SEVERINE;SAMAMA DIANE;CHARBONNEL PATRICIA;JOUVENT ROLAND - Education thérapeutique du trouble dépressif récurrent

SOINS PSYCHIATRIE, n° 302, 01/2016, pp.41-43. -

La dépression est une maladie grave et récurrente pouvant conférer à la chronicité. En complément d'autres démarches thérapeutiques, l'éducation thérapeutique (ETP) ou psychoéducation est efficace. Des groupes d'ETP menés par une équipe pluridisciplinaire d'hospitalisation dans un service de psychiatrie s'intègrent ainsi dans une prise en charge globale pour diminuer les rechutes et améliorer la qualité de vie des patients. D'après le résumé de l'article.

RIVALLAN ARMELL - Erving Goffman

SOINS PSYCHIATRIE, n° 302, 01/2016, pp.45-46. -

L'œuvre d'Erving Goffman (1922-1982), sociologue et linguiste américain d'origine canadienne, a considérablement influencé la sociologie aux Etats-Unis et en Europe. Il est considéré comme l'un des chefs de file de "l'interactionnisme symbolisme", qui se développa à partir des années 1950 au sein de la célèbre école de Chicago. Asiles, son ouvrage majeur, est une étude qu'il mena durant plusieurs années au sein d'un hôpital psychiatrique. D'après le résumé de l'article.

SPIRALE**BEN SOUSSAN PATRICK;LATUILLIERE MARION - Les lieux d'accueil de la petite enfance construisent-ils de nouvelles parentalités ?**

SPIRALE, n° 75, 09/2015, pp.12- . -

Au café du coin autant que dans la littérature spécialisée, on lit et on entend que les enfants d'aujourd'hui on pris le pouvoir sur leurs parents, leurs éducateurs, qu'ils sont devenus rois, des tyrans domestiques du quotidien. Les lieux d'accueil de la petite enfance d'aujourd'hui sont-ils de nouvelles maisons de tolérance, ensemencés des ferments de cette éducation libre, ode moderne à l'hyperparenting contemporain ? Participent-ils à créer les monstres de demain ? Ou bien au contraire, savent-ils apprendre aux enfants cette tolérance que Voltaire portait aux nues au point d'en faire une des plus hautes vertus, "l'apanage de l'humanité" ? Les lieux d'accueil de la petite enfance ne pourraient-ils figurer de nouvelles terres fécondes où se travaillent l'égalité, la fraternité, la liberté, la laïcité, la solidarité, d'où naitront les adultes sécuers, talentueux, créatifs et autonomes de demain ? Les différents contributeurs de ce dossier nous aident à penser petite enfance, accueil et parentalité à l'endroit. D'après le résumé de la revue.

TRAVAIL & CHANGEMENT [EN LIGNE]**JAOUEN MURIEL - Numérique et conditions de travail : les enjeux d'une transformation en marche**

TRAVAIL & CHANGEMENT [EN LIGNE], n° 362, 01/2016, pp.1-16. -

Le numérique modifie les organisations du travail, les relations sociales... Le Réseau Anact-Aract investit ce champ majeur en s'intéressant aux conditions de son installation. Découvrez des paroles d'experts et des témoignages d'entreprises. <http://www.anact.fr/numerique-et-conditions-de-travail-les-enjeux-dune-transformation-en-marche-0>